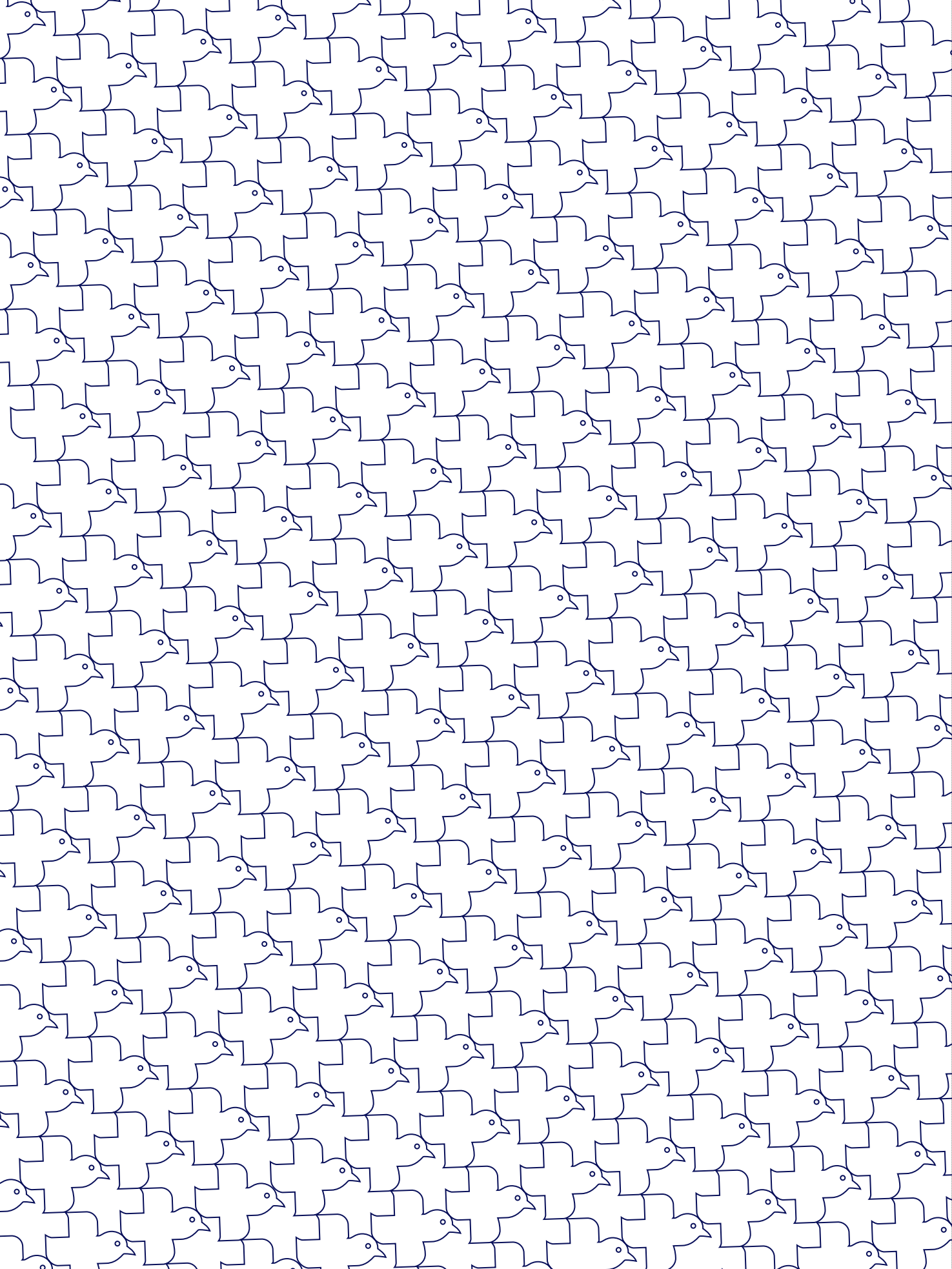




RAPPORT MORAL

ÉDITION 2022





p. 4 LE MOT DE LA PRÉSIDENTE	p. 67 RÉSEAU INTERNATIONAL
p. 8 EN CHIFFRES	p. 69 Les associations
p. 10 AXES PRIORITAIRES	
p. 12 FOCUS ESPACES HUMANITAIRES	p. 72 FINANCEMENT
p. 14 FOCUS POLITIQUE GENRE	p. 74 RELATIONS INSTITUTIONNELLES
p. 16 PLAIDOYER ET CAMPAGNES	p. 76 ORGANISATION
	p. 78 NOUS REMERCIONS
p. 20 OPÉRATIONS INTERNATIONALES	
p. 24 Afrique	
p. 30 Moyen-Orient	
p. 34 Amérique latine	
p. 38 Europe	
p. 44 Asie	
p. 48 OPÉRATION SOURIRE	
p. 50 OPÉRATIONS FRANCE	
p. 53 Protection maladie universelle et système public de santé	
p. 56 Migration, exil, droits et santé	
p. 58 Environnement nocif dans les lieux de vie et de travail	
p. 60 Droits et santé sexuels et reproductifs	
p. 62 Réduction des risques	
p. 64 Annuaire des délégations régionales	

SOMMAIRE



En 2022, l'intensification des tensions à travers le monde nous rappelle que nous traversons une crise globale et durable.

En Afrique, en Asie et en Europe, les équilibres géopolitiques ont été rebattus. Alors que nous sortions tout juste de la crise du Covid-19, une guerre dont les conséquences désastreuses dépassent le continent européen s'est durablement installée en Ukraine.

En France, la réponse publique à la migration et à la précarité, motivée par une approche sécuritaire et restrictive, est restée bien en-deçà des besoins. Aux États-Unis, l'annulation de l'arrêt *Roe vs Wade* par la Cour suprême au mois de juin nous a rappelé que le droit fondamental à l'avortement n'est durablement acquis nulle part, qu'il est toujours susceptible d'être remis en cause. Ailleurs, sécheresses, mégafeux et inondations dantesques ont, cette année encore, illustré le dérèglement climatique en cours.

L'environnement dans lequel nous travaillons est mouvant et exige notre attention constante pour mieux en appréhender les enjeux. Nous nous adaptons sans cesse, absorbons l'instable, répondons à l'imprévu et déchiffrons l'incertitude.



DR. FLORENCE RIGAL

Dans ce contexte, l'approche de Médecins du Monde est celle du droit à la santé et de l'accès aux soins. Plus que jamais, nous sommes mus par l'impérieuse nécessité de donner plus de force à nos actions, plus de puissance à nos plaidoyers, plus de sens et de résonance à la solidarité.

L'ACTION HUMANITAIRE : UN ENGAGEMENT COURAGEUX MAIS PÉRILLEUX

Le travail humanitaire n'est pas sans risque. Selon Insecurity Insight, 97 travailleurs humanitaires ont été assassinés en 2022. Parmi eux, notre collègue, Alem Mulugeta Getahun, assassinée le 17 novembre au Nigéria. Quelques semaines plus tard en République centrafricaine, d'autres collègues ont échappé de peu à la mort. Parce qu'elles entravent l'accès aux populations qui ont besoin d'aide, parce qu'elles empêchent l'envoi des secours, ces attaques menacent l'existence même de l'action humanitaire. Ces risques sont malheureusement présents sur de nombreux terrains. À son échelle, Médecins du Monde met tout en œuvre pour les limiter.

La sécurité est un enjeu fondamental pour maintenir un espace humanitaire indépendant et des actions de secours de proximité. Elle est vitale pour l'ensemble des travailleurs humanitaires et des personnels de santé, nationaux, expatriés et partenaires. Tous sont confrontés à des difficultés qui entravent leur mission au quotidien. Leur engagement courageux mérite d'être salué.

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

UN MODÈLE SOLIDE EN QUÊTE CONSTANTE D'EFFICACITÉ

Nos modalités de collaboration démocratique, notre expertise et la pluralité de nos compétences garantissent notre place dans la société civile et la légitimité de nos positionnements. Cependant, notre organisation n'est pas figée. Nous devons l'améliorer constamment pour assurer la viabilité de notre gouvernance et de notre vie associative. Le plan d'action mis en place afin de prévenir les risques psychosociaux, la révision du plan stratégique et le travail sur la gouvernance sont autant de chantiers dont nous avons hérité en 2022 et que nous avons poursuivis.

Ainsi, la réflexion menée par Médecins du Monde sur sa gouvernance a permis de clarifier les instances décisionnelles de l'organisation et devrait s'étendre aux instances consultatives et aux espaces de concertation et de débat. En 2022, nous avons enfin pu reprendre les rencontres physiques lors des journées de la vie associative, des journées des missions et des rencontres régionales. Ces échanges cruciaux pour consolider la confiance renforcent la proximité entre les équipes desk et les équipes de terrain. La vie associative des opérations internationales témoigne également de la capacité de notre association à se transformer pour mieux prendre en compte l'expression des terrains d'intervention et de nos partenaires.

Le monde humanitaire change. Les mutations qui le traversent s'inscrivent dans un mouvement global auquel aucune organisation, instance ou collectif n'échappe. Certaines évolutions sont positives, comme la prise en compte du genre, d'autres sont des contraintes, comme le criblage des bénéficiaires. Médecins du Monde s'adapte à ces évolutions en préservant son identité et ses valeurs. Comme nous l'avons énoncé dans une tribune sur le droit à l'avortement en juillet, nous n'hésitons pas à agir hors des cadres établis lorsque les droits et la santé des personnes sont menacés.

Par ailleurs, l'important soutien des donateurs associé à la diversité des bailleurs qui nous accompagnent nous permet de maintenir une stratégie de financement robuste, assurance de notre indépendance politique. Cette indépendance nous permet d'affronter les dilemmes propres à chaque situation. Notre charte éthique et l'appropriation progressive d'une démarche éthique à tous les niveaux de l'association nous aident à gérer les conflits de valeur.

Avec l'adoption de son premier plan stratégique, le réseau international de Médecins du monde poursuit par ailleurs sa structuration afin de défendre encore plus le droit à la santé et l'accès aux soins.

EN FRANCE, S'ARMER DE SOLIDARITÉ POUR SURMONTER LES OBSTACLES À LA SANTÉ

Les résultats des élections présidentielles et législatives de 2022 ont entraîné un renforcement des dispositifs d'exclusion et de répression. Les discours xénophobes gagnent du terrain et l'entraide est toujours plus criminalisée. L'action de nos délégations s'inscrit dans cette réalité.

Face à ces défis, nous réaffirmons, plus que jamais, une position de solidarité. Nous dénonçons les choix politiques ignorant les besoins vitaux des personnes tels que l'accès à l'eau ou à l'hébergement, qui constituent pourtant des déterminants majeurs de la santé. L'attribution des questions sanitaires au ministère de l'Intérieur suscite de sérieuses inquiétudes en matière de droits humains. Nos interpellations face à la dégradation de la situation des usagers de drogues dans le nord-est parisien, conséquence d'une gestion court-termiste et répressive, se heurtent à l'indifférence des autorités. Alors que notre système de santé est à bout de souffle, nous n'avons cessé de rappeler – lors des campagnes électorales comme à la sortie du rapport de l'Observatoire de l'accès aux soins en France – la nécessité d'intégrer pleinement et sans restriction les personnes vulnérables et précarisées au sein d'une seule et même couverture maladie.

Avoir défini collectivement une stratégie France et sa déclinaison opérationnelle nous permet de rester pertinents, d'innover et de renforcer nos actions de plaidoyer. De nouveaux programmes ont vu le jour comme « Alternative à l'incarcération par le logement et le suivi intensif » (AILS) à Marseille. En Aquitaine les enjeux santé/environnement ont été explorés pour les travailleurs précarisés saisonniers viticoles ou ceux travaillant au sein des plateformes numériques de livraison.

À L'INTERNATIONAL, RÉTABLIR L'ACCÈS AUX SOINS

À l'international, nous avons tenu notre engagement là où les choix politiques, les bouleversements sociaux, les catastrophes et les guerres empêchent

Le monde humanitaire change. Les mutations qui le traversent s'inscrivent dans un mouvement global auquel aucune organisation, instance ou collectif n'échappe.

l'accès à la santé ou aux soins. Notre capacité d'anticipation et de préparation nous permet de répondre rapidement aux situations d'urgence.

En 2022, nous sommes intervenus à Madagascar, frappé par le cyclone Batsirai, et au Pakistan, touché par des inondations dévastatrices. En Ukraine, l'invasion russe a poussé plus de 8 millions de personnes à franchir la frontière et déplacé plus de 5 millions d'Ukrainiens dans le pays. Pour venir en aide à ces populations, Médecins du Monde France s'est mobilisé tant en Ukraine que dans les pays frontaliers (Pologne, Roumanie, Moldavie). Nous avons condamné les violations du droit humanitaire, comme les attaques inacceptables répétées contre les structures sanitaires et les civils.

En juin notre rapport « No peace of Mind » publié avec AIDA dénonçait les effets de l'occupation israélienne sur la santé mentale des populations palestiniennes. Après tant d'années de combat, nos collègues et nos partenaires en Cisjordanie ou à Gaza s'interrogent sur l'efficacité du plaidoyer à faire bouger les lignes.

Le chemin est difficile pour répondre aux besoins des populations. En renforçant la proximité avec les équipes de terrain, en nouant des relations de confiance avec les acteurs locaux et en rencontrant les membres de la société civile, nous parvenons à élaborer des solutions innovantes, à l'image du bateau-hôpital en Colombie.

Ailleurs, la pauvreté, la corruption, les gangs et l'instabilité des États sont le lit de crises qui perdurent. Cependant, nous restons déterminés, comme en République centrafricaine où nous avons consolidé nos interventions ou en République démocratique du Congo où nous avons lancé un programme de santé environnementale pour défendre la santé des maraîchers et maraîchères de Kinshasa exposés aux pesticides. En Afghanistan, face à l'effondrement du système de santé, nous avons repris nos activités, en collaboration avec Médecins du Monde Espagne, même si les restrictions majeures des droits des femmes par les talibans nous ont poussés à questionner le sens de nos actions. En Asie, nos réflexions nous ont menés à fermer le programme au Bangladesh et à repenser l'approche régionale de soutien aux Rohingyas.

POUR SUIVRE NOTRE ACTION, DÉFENDRE NOTRE ENGAGEMENT

Médecins du Monde est une organisation de la société civile engagée pour la solidarité à l'international et en France. La santé est un projet politique que nous portons dans notre projet associatif.

Bénévoles, salariés, donateurs, tous contribuent à la mise en œuvre d'une action humanitaire engagée dans laquelle chacun a un rôle essentiel à jouer.

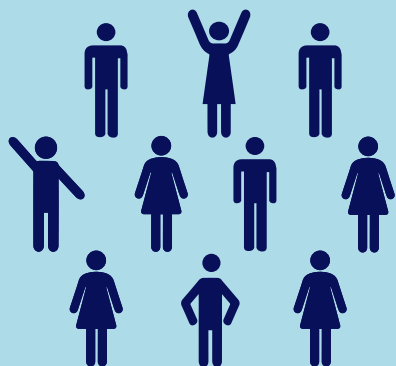
L'impact que nous souhaitons avoir exige que nous assurions, chaque jour, nos compétences et notre indépendance. Nous savons aussi que faire bouger des lignes ne peut se faire sans les autres. Nos liens avec les usagers, les organisations de la société civile, les partenaires, tout comme nos combats définissent ce que nous sommes.

Nous agissons et continuerons d'agir, car nous sommes portés par l'espoir de changements et de progrès en France comme à l'international.

BUDGET

**BUDGET RÉALISÉ
MDM FRANCE :** **111,2 M€**

RESSOURCES HUMAINES



3 370

**ACTEURS ET ACTRICES
MÉDECINS DU MONDE**

1 550 PERSONNES SUR NOS PROGRAMMES INTERNATIONAUX

1 381 salariés nationaux sur les terrains d'intervention
2 volontaires de la solidarité internationale
110 salariés sur les missions internationales
57 salariés au siège dont 6 voltigeurs

1 450 PERSONNES SUR NOS PROGRAMMES EN FRANCE

1 309 bénévoles actifs (*dont les bénévoles cadres associatifs*)
130 salariés sur le terrain et en délégations régionales
11 salariés de la DOF au siège

370 PERSONNES EN SUPPORT AUX OPÉRATIONS

153 cadres bénévoles associatifs
217 salariés au siège

EN CHIFFRES

55
PROGRAMMES
SUR
27
SITES

PROGRAMMES FRANCE

37
PROGRAMMES
HORS CENTRES

- 13 programmes Santé et environnement
- 10 programmes Migration, droits et santé
- 5 programmes de Réduction des risques
- 2 programmes « milieu carcéral »
- 3 programmes Mineurs non accompagnés
- 1 programme d'accès aux soins en zones rurales et urbaines
- 2 programmes PASS de ville dont 1 en Outre-mer
- 1 programme Droits et santé sexuels et reproductifs

14 CASO
ET CAO

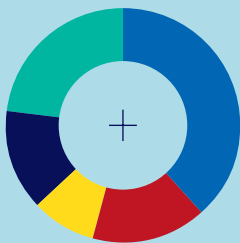
**1 PROGRAMME TRANSVERSAL PRÉVENTION
RÉDUCTION DES RISQUES / DROITS
ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS**

**4 PROGRAMMES DANS LES
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**
(dont 1 programme spécifique urgence Covid)

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

3 000 000 DE BÉNÉFICIAIRES
DE NOS PROGRAMMES

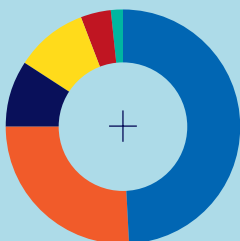
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROGRAMMES



- **22** programmes dans **10 pays** en Afrique
- **9** programmes dans **5 pays** au Moyen-Orient
- **5** programmes dans **5 pays** en Amérique latine
- **8** programmes dans **8 pays** en Europe
- **13** programmes dans **7 pays** en Asie

57
PROGRAMMES
DANS
35
PAYS

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DÉPENSES OPÉRATIONELLES



80 % International dont :

- **49,2 %** en Afrique
- **26 %** au Moyen-Orient
- **9,2 %** en Amérique latine
- **10 %** en Asie
- **4 %** en Europe
- **1,6 %** Projets divers (Opération Sourire, projets transversaux et missions exploratoires)

20 % France

THÉMATIQUES PRINCIPALES

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Médecins du Monde intervient dans de multiples pays dont la France pour renforcer l'accès aux droits et aux services en santé sexuelle et reproductive pour toutes et tous, en particulier les femmes et les filles. L'organisation reste particulièrement mobilisée, aux côtés de ses partenaires locaux et internationaux, pour la défense du droit à la contraception et à l'avortement sûr et légal, la réponse aux besoins de santé sexuelle et reproductive en situation de crise humanitaire et la prévention du cancer du col de l'utérus.

RÉDUCTION DES RISQUES (RDR)

Médecins du Monde agit auprès des personnes usagères de drogues, travailleuses du sexe, des minorités sexuelles et de genre, et privilégie une approche de réduction des risques pour faciliter leur accès à la santé et la reconnaissance de leurs droits. Cette approche consiste à adopter une posture pragmatique pour identifier les besoins et construire des solutions avec les personnes concernées. En plus de son action de terrain, l'organisation porte un plaidoyer pour renforcer leur accès aux droits et faire tomber les barrières légales, normatives et sociales qui les marginalisent, les éloignant des services de santé.

MIGRATION, EXIL, DROITS ET SANTÉ

Les conditions d'accueil des personnes migrantes et exilées demeurent largement dégradées dans de nombreux pays de destination ou de transit. La fermeture et le contrôle des frontières, la criminalisation des personnes – avec les pratiques

d'enfermement, d'expulsion, de renvoi dans les pays d'origine ou de transit qu'elles induisent – engendrent des problèmes de santé, des difficultés à se faire soigner et des violations des droits humains. C'est pourquoi Médecins du Monde fait de l'accès aux soins et aux droits des personnes migrantes et exilées une priorité d'action sur le terrain comme dans son travail de plaidoyer.

URGENCES ET CRISES

Une crise humanitaire survient lorsqu'un événement affecte des populations vulnérables qui ne peuvent y faire face par elles-mêmes et que les acteurs et pouvoirs locaux sont incapables d'y répondre. Conflits armés, épidémies, famines ou catastrophes naturelles : tous ces événements peuvent entraîner une crise humanitaire et provoquer une rupture brutale de l'accès aux soins. Médecins du Monde intervient pour restaurer l'accès aux soins des populations et porte un plaidoyer pour la protection et la sauvegarde de l'espace et de l'action humanitaire. (voir page 12)

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

Sur les sites d'activité, formelle ou informelle, comme sur les lieux de vie précaires, insalubres ou instables, Médecins du Monde travaille avec les communautés pour réduire l'exposition des personnes aux risques liés à leur environnement. La stratégie vise à lutter contre les inégalités en santé environnementale pour améliorer la santé physique et mentale comme le bien-être des populations les plus précaires.

APPROCHES TRANSVERSALES

EMPOWERMENT

Médecins du Monde s'appuie sur les savoirs, les expertises et les expériences des individus et des communautés directement concernés par ses projets pour adapter ses modalités d'intervention et

AXES PRIORITAIRES

mettre leurs préoccupations au cœur de son action. Ainsi, pour favoriser les dynamiques d'*empowerment* et la participation des personnes et communautés avec lesquelles l'organisation travaille, MdM soutient le travail des pairs et les initiatives collectives, et privilégie les relations partenariales locales tout en favorisant le plaidoyer porté par les acteurs communautaires.

SANTÉ MENTALE ET SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

La santé mentale, entendue comme la capacité d'un individu à mener une vie épanouissante, fait partie intégrante de la santé. Médecins du Monde s'intéresse aux déterminants qui influencent la santé mentale et cible les situations de vulnérabilité psychique. L'organisation travaille au renforcement des capacités d'agir individuelles et collectives en impliquant les personnes concernées et les communautés dans la mise en place de réponses de santé publique adaptées.

GENRE

Médecins du Monde intègre et promeut l'approche de genre pour lutter contre les inégalités

et discriminations qui impactent la santé des personnes. À ce titre, l'organisation s'est dotée d'une politique de genre pour veiller à ce que ses pratiques professionnelles et activités opérationnelles respectent le principe d'égalité entre les genres. Par exemple, MdM intègre des analyses rapides de genre dans ses réponses humanitaires et travaille autour de la coresponsabilité en matière de santé dans la prévention des grossesses non désirées chez les adolescents. (voir page 14)

ENFANCE VULNÉRABLE

Médecins du Monde intègre dans ses activités la prise en compte des besoins spécifiques des personnes mineures. Après avoir été pendant de nombreuses années organisme agréé pour l'adoption, l'organisation continue aujourd'hui à s'impliquer dans l'Opération Sourire, à accompagner les personnes mineures en situation d'exil ou sur des lieux d'habitat indigne, à prévenir et prendre en charge les grossesses non désirées chez les adolescentes et enfin à soutenir les enfants victimes de violences en contexte de crise.



Depuis la création de notre organisation, nous sommes témoins de l'impact direct des crises sur la santé des personnes. En Syrie, au Yémen, en Palestine ou encore au Burkina Faso, la violence armée, les attaques contre le personnel, l'insécurité et la destruction d'infrastructures médicales entravent l'accès des populations locales à des soins de qualité en temps voulu. En 2022, plus de 274 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire selon l'OCHA, un chiffre en constante augmentation. Sur le terrain, nos équipes témoignent de l'intensification et de l'intersection des crises sanitaire, économique, climatique, auxquelles s'ajoutent des catastrophes naturelles et des situations de violence armée. Les crises, et notre action avec elles, s'inscrivent alors dans la durée. Cependant, alors même que de plus en plus de personnes ont besoin d'aide, l'espace humanitaire ne cesse de se rétrécir.

UN CONCEPT MENACÉ, DES CONSÉQUENCES BIEN RÉELLES

Le concept d'espace humanitaire symbolise l'environnement dans lequel les organisations humanitaires non gouvernementales, comme Médecins du Monde, peuvent agir. Il est encadré par le droit international humanitaire et les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. Plusieurs tendances contribuent actuellement à restreindre sévèrement cet espace.

Premièrement, en plus d'avoir un impact sur les populations, les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains limitent la capacité de Médecins du Monde à fournir des soins de qualité aux populations au moment où elles en ont besoin : c'est le cas en Syrie, en Ukraine ou encore au Yémen.

Deuxièmement, l'intensification du contrôle des États sur les organisations civiles compromet l'accès aux personnes dans le besoin. La politisation accrue de certains financements et le sous-financement chronique des réponses aux crises réduisent également la capacité des acteurs humanitaires à opérer dans les conditions prévues par le droit international humanitaire et à aider les personnes dans le besoin.

ENGAGÉS SUR LE TERRAIN ET PORTEURS D'UN PLAIDOYER FORT

Nos équipes continuent de soutenir les populations vulnérables dans les zones les plus difficiles d'accès : au Yémen, des deux côtés des lignes de front, au nord-est du Nigéria, au nord du Burkina Faso. Elles se consacrent à fournir des soins de santé essentiels et souvent négligés comme les soins de santé sexuelle et reproductive et de santé mentale.

Parallèlement, nous dénonçons la criminalisation de l'action humanitaire par des lois qui peuvent aller jusqu'à assimiler ces activités à un soutien illicite au terrorisme, exposant ainsi les membres et le personnel des ONG à des risques de poursuite. Nous sommes particulièrement préoccupés par le fait que ces mesures réduisent l'acceptabilité et l'accès des populations à l'aide, qui peut être perçue comme partielle ou dénuée de neutralité.

Nous nous inquiétons également des risques, parfois mortels, que la criminalisation fait peser sur nos équipes, pourtant très engagées dans les contextes les plus difficiles. Alors que nous pleurons cette année notre collègue Alem, assassinée au Nigéria, nous insistons plus que jamais sur la nécessité de reconnaître et de respecter notre impartialité, notre neutralité et notre indépendance.

Les obligations de « criblage » de notre personnel, de nos partenaires et de nos fournisseurs par rapport aux listes de sanctions internationales – imposées par les bailleurs de fonds – peuvent

LES ESPACES HUMANITAIRES

renforcer des perceptions négatives en assimilant les activités humanitaires aux politiques de lutte contre le financement du terrorisme. Un amalgame qui peut mettre en danger notre personnel. Par ailleurs, les demandes de criblage des bénéficiaires sont contraires à nos principes d'intervention, selon lesquels seuls les besoins doivent guider notre action : par conséquent, nous refusons et refuserons toujours de nous y soumettre.

Contre ces obligations qui représentent un transfert des risques des États vers les ONG, nous

plaidons pour que le risque, que nous analysons et prenons en compte depuis des années, soit partagé.

L'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies, en décembre 2022, de la résolution 2664 instituant une exemption humanitaire généralisée à ses régimes de sanctions va dans la bonne direction. Mais beaucoup doit encore être fait pour préserver l'espace humanitaire, bien commun de l'humanité.



La santé des personnes est non seulement influencée par des facteurs biologiques mais aussi par des facteurs sociaux. Ces facteurs, qui peuvent être aussi bien d'ordre individuels (classe sociale, genre, ethnie, race, âge, etc.) que communautaires et contextuels (discriminations, violences, pollution, alimentation, services de santé et éducation, conditions de travail, croyances et normes sociales, etc.) ont un impact direct sur la manière dont les personnes tombent malades et sur la façon dont elles peuvent se faire soigner.

LE GENRE EST UN DÉTERMINANT MAJEUR DE LA SANTÉ

L'identité de genre et l'orientation sexuelle d'une personne va conditionner son accès aux soins. Parce qu'elles touchent le mode de vie et l'alimentation, les normes et inégalités de genre impactent également le profil de santé des personnes. Par exemple, les normes sociales de genre ont une incidence sur l'espérance de vie des personnes. Les violences basées sur le genre affectent la santé physique et mentale des personnes qui les subissent. L'orientation sexuelle et l'identité de genre, en lien avec le sexe biologique, déterminent les besoins en santé sexuelle et reproductive. Pourtant, le manque d'investissement dans la recherche médicale en matière de santé des femmes et des personnes LGBTQIA+ explique que ces enjeux sont encore sous-estimés et peu pris en compte par les différents systèmes de santé.

Conscients de l'importance de ces enjeux, Médecins du Monde s'engage en faveur de l'équité en santé en intégrant une approche genre dans ses opérations. L'organisation vise ainsi à réduire les inégalités d'accès aux services et répondre aux besoins spécifiques des populations.

DÉFENDRE LES DROITS ET UNE SANTÉ INCLUSIVE

En avril 2020, le conseil d'administration de Médecins du Monde a adopté une politique en matière de genre en faveur de l'équité de genre en santé, ainsi que des droits des femmes, des minorités sexuelles et de genres, et des personnes travailleuses du sexe. L'organisation défend un féminisme intersectionnel et postcolonial, l'autonomie corporelle, sexuelle et mentale des individus ainsi que des droits en santé sexuelle et reproductifs pour toutes et tous. Cette politique constitue un engagement institutionnel et opérationnel fort pour intégrer le genre à tous les niveaux de l'association et ainsi lutter en faveur de plus de justice sociale en santé.

Dès son adoption, cette politique s'est traduite par des actions concrètes. Au niveau institutionnel, l'organisation a adopté une politique de prévention de l'exploitation et de l'abus sexuels qui vise à sensibiliser l'organisation aux problématiques des violences sexistes et sexuelles. Au niveau opérationnel, Médecins du Monde accompagne ses partenaires, en France comme à l'international, sur les enjeux de genre.

À Toulouse, un diagnostic des besoins en santé des femmes en situation de rue, réalisé par l'organisation, a permis en 2018-2019 d'adapter les services fournis par le centre d'accueil de soins et d'orientation : adaptation des horaires, mise à disposition de produits d'hygiène menstruelle, informations sur les services prenant en charge les violences liées au genre...

Au Burkina Faso, les équipes de Médecins du Monde ont mené une analyse de genre dans le cadre de la réponse d'urgence aux déplacements de population provoqués par la guerre dans la région nord de Kongoussi. Grâce à cette analyse, l'organisation a pu identifier les croyances et les normes sociales de genre en lien avec la santé sexuelle et reproductive, et les violences basées sur le genre. Ces informations ont servi de base

LA POLITIQUE GENRE

pour travailler sur l'*empowerment* des femmes et des filles et sur la co-responsabilité en santé des hommes et des garçons, en les impliquant également dans la lutte contre les violences liées au genre. (voir page 26)

Enfin, en Colombie, le travail s'est porté sur l'adaptation des services de santé aux besoins des femmes migrantes, à travers notamment le déploiement de cliniques mobiles proposant des consultations en santé sexuelle et reproductive et permettant aux femmes qui le souhaitent d'avorter dans de bonnes conditions. (voir page 36)

DÉFENDRE UNE APPROCHE FÉMINISTE DE LA SANTÉ

Dans un contexte international de remise en cause des droits des personnes LGBTQIA+ et des femmes cisgenres¹ et transgenres à disposer de leur corps, Médecins du Monde s'engage, plus que jamais, sur le plan stratégique, institutionnel, et opérationnel, en France comme à l'international, en faveur d'une santé féministe. Surmonter les obstacles entravant les avancées en matière d'équité est essentiel pour assurer un égal accès à la santé pour tous et toutes.

1 Personne dont l'identité de genre correspond au genre qui lui a été assigné à la naissance.



PLAIDOYER

REPENSER L'APPROCHE FRANÇAISE SUR LES DROGUES

Une réelle évolution en matière de politique des drogues est visible sur la scène internationale. Plusieurs pays comme l'Espagne, les Pays-Bas ou encore le Portugal ont dépenalisé l'usage du cannabis et certains vont jusqu'à la légalisation contrôlée. *A contrario*, depuis plus de 50 ans, la France mène une politique répressive avec des peines théoriques parmi les plus sévères en Europe. La réponse pénale s'est durcie, ciblant particulièrement les consommateurs et consommatrices. En 2020, plus de 80 % des infractions liées aux stupéfiants concernent la consommation, et seulement 9 % le trafic.

Pour une nouvelle politique des drogues

Les élus qui dénoncent l'échec de la politique répressive sont de plus en plus nombreux. Peu vont au bout de la logique, à savoir la suppression des sanctions pour usage. Pourtant l'inefficacité des politiques actuelles est flagrante : incapacité à gérer les consommations dans l'espace public, difficulté à ouvrir de nouveaux dispositifs de réduction des risques – en particulier des salles de consommation à moindre risque –, non-mise en œuvre d'une politique de réduction des risques en milieu carcéral malgré le cadre légal existant.

Médecins du Monde poursuit son plaidoyer en faveur de la santé des usagers et usagères de drogues. Outre le lancement d'une action dans le nord-est de Paris auprès des personnes précarisées consommatrices dans l'espace public, Médecins du Monde travaille avec plus de 20 partenaires à l'émergence d'une nouvelle politique des drogues². Ce collectif s'attache à modifier les représentations qu'a le grand public des drogues et des personnes qui en consomment, à améliorer la compréhension de la politique de réduction des risques et à interpeller les décideurs par voie de presse, de courrier ou lors de rencontres bilatérales.

CAMPAGNE

#LASANTÉENCAMPAGNE : OPÉRATION DÉTOURNEMENT

Deux années durant, la question de la santé a monopolisé les débats publics suite à la crise liée au Covid-19. Pourtant, l'élection présidentielle de 2022 s'est démarquée par l'étonnante absence de la question sanitaire dans la parole des candidats. Alors que les médias ont été saturés par les enjeux sécuritaires et la lutte contre l'immigration, la crise d'un système au bord de la rupture – hôpital public débordé, manque de financement des nouveaux traitements, médecine de ville surchargée, démocratie sanitaire menacée – est restée sous le radar.

Avec #LaSantéEnCampagne, Médecins du Monde a fait le choix de replacer la santé au cœur du débat électoral. L'association a déployé une campagne d'affichage sauvage dans plusieurs villes pour alerter le grand public. Avec quelques mots percutants, les affiches de campagne des candidats ont révélé les angles morts de l'instant électoral. Sur les panneaux de nombreuses communes de France, les slogans des candidats sont devenus les reflets de leurs manques. Ainsi, l'affiche d'Emmanuel Macron, « Avec vous », s'est vue affublée de la précision « et pour le profit des géants pharmaceutiques », tandis que Valérie Pécresse a vu son slogan original « Le courage de faire », prolongé par l'affirmation « de la discrimination en santé ».

Dépasser la communication politique

Plus qu'une opération de communication, #LaSantéEnCampagne a été le tremplin de dix propositions pour bâtir un système de santé publique juste, inclusif et détaché des intérêts mercantiles. Avec le manifeste « Santé : urgence absolue », Médecins du Monde a mis les candidats face à la nécessité d'un engagement fort pour un État garant de la santé de toutes et tous, en métropole comme en Outre-mer.

² AGRRR, Aides, ASUD, Cannabis sans frontière, CIRC, FAAAT, Fédération Addiction, GRECC, Ligue des droits de l'homme, Médecins du Monde, Norml-Fr, Police contre la prohibition, Principes Actifs, SAFE, SOS Addictions, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature.

PLAIDOYER ET CAMPAGNES



UN SYSTÈME DE SANTÉ RÉELLEMENT
UNIVERSEL
UNIVERSEL
EST POSSIBLE



avec Jean-Luc
MÉLENCHON L'UNION POPULAIRE

PRÉSIDENTIELLES 2022 PRÉSIDENTIELLES 2022 PRÉSIDENTIELLES 2022 PRÉSIDENTIELLES 2022

LA
SANTÉ EN
CAMPAGNE

Grand succès de la campagne, grâce essentiellement à son esprit et son énergie - Mélenchon dit Mélenchon pour le rappeler au cours d'un débat

Mélenchon est le candidat idéal pour redonner une voix à notre système



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 16 ET 23 AVRIL 2022



COURAGE
FAIRE
DISCRIMINATION EN SANTÉ



PLAIDOYER

ESPACES MARITIMES, DES ZONES MIGRATOIRES SENSIBLES

Face à un monde en constante évolution et au durcissement des politiques migratoires, Médecins du Monde intervient au plus près des personnes, à toutes les étapes de leur parcours. C'est pourquoi en 2022, l'association a choisi de s'intéresser aux différents espaces maritimes. L'intérêt pour ces espaces est ancien. Il trouve ses sources dans la solidarité fondatrice de l'association auprès des « *boat people* » perdus en mer de Chine à la fin des années 1970. Plus récemment, le partenariat favorisant la création de SOS Méditerranée a conduit l'association à participer à la première mission en mer de l'Aquarius.

Des espaces au cœur des tensions

Aujourd'hui, Médecins du Monde appréhende ces espaces comme des espaces frontières, lieux de tensions politiques et zones particulièrement mortifères. Au cours de l'année 2022, quatre diagnostics ont été menés dans ces espaces :

- entre Mayotte et les Comores, une zone à nouveau médiatisée où s'expérimentent de nouvelles pratiques d'éloignement des personnes, loin de la France hexagonale ;
- à la frontière franco-britannique, où se développent des politiques de maltraitance contre les personnes exilées entassées dans des campements sordides ;
- entre les îles Canaries et la Mauritanie, une frontière extérieure de l'Union européenne particulièrement mortelle, où l'Espagne contraint les autorités mauritaniennes à surveiller sa côte ;
- enfin, au Bangladesh et en Malaisie, pour mieux appréhender les enjeux liés à la traversée de la mer d'Andaman par les réfugiés rohingyas.

En parallèle, Médecins du Monde a noué un nouveau partenariat avec SOS Méditerranée et Action contre la faim. Sur un plan politique, une première conférence a été organisée le 7 octobre 2022 au Sénat afin d'envisager les espaces maritimes comme des espaces humanitaires et politiques.

ÉVÈNEMENT

ROUTE DU RHUM : HISSONS NOS COULEURS !

En novembre 2022, la skippeuse Morgane Hursault-Poupon était à nouveau ambassadrice de Médecins du Monde en traversant l'Atlantique de Saint-Malo à Pointe-à-Pitre, à l'occasion de la célèbre Route du Rhum. Un an après une première collaboration lors de la Transat Jacques Vabre, la Bretonne a décidé de hisser à nouveau les couleurs de l'organisation pour cette 12^e édition. Le symbole de cette course, éprouvante, âpre et engageante, était à la hauteur de l'histoire maritime de l'association, née il y a plus de 40 ans de l'opération « Un bateau pour le Vietnam ». Le voilier Class40 de la navigatrice était pour l'occasion habillé des couleurs de l'organisation.

Déclencher une vague de solidarité

Morgane Ursault-Poupon tenait, par son engagement, à rappeler que les mers et les océans sont plus que jamais des espaces où se jouent des enjeux humanitaires. Au-delà de ce message, la présence d'un navire aux couleurs de Médecins du Monde a permis de porter des messages d'espoir et de solidarité et de déployer une grande campagne de levée de fonds.

En participant à cette course de renom, Médecins du Monde a rendu visible la campagne de financement menée sur son site internet. Une vague de solidarité qui s'est traduite par des dons et des achats d'une œuvre de Quibe, le dessinateur talentueux qui a généreusement mis son art au service de l'association en dessinant le bateau de Médecins du Monde. Arrivée en 31^e position au terme de 19 jours de compétition, Morgane Ursault-Poupon a su faire honneur à l'association.

Je suis fière de soutenir cette association et participer à la mise en lumière des actions menées en France et partout dans le monde, par des personnes passionnées et investies, qui luttent pour apporter des soins à celles et ceux qui n'y ont pas accès.

Morgane Ursault-Poupon, skippeuse sur la Route du Rhum



Class 40

FRA 30

MEDECINS
DU MONDE

FNAIM

AGIR POUR
LE LOGEMENT

SALFERT

BRY

En 2022, la guerre très médiatisée entre la Russie et l'Ukraine a détourné l'attention d'autres crises graves, déclenchées ou entretenues par des conflits, les pandémies ou les conséquences du dérèglement climatique. Alors que le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire ne cesse d'augmenter, l'accès humanitaire se réduit. Des pays comme le Burkina Faso, le Yémen ou les Territoires palestiniens voient leurs conditions sécuritaires se dégrader tandis que d'autres font face à des régimes politiques qui bafouent les droits humains les plus fondamentaux. Ainsi, en Afghanistan des restrictions drastiques sont imposées aux femmes et aux jeunes filles : interdiction d'accéder à l'éducation, puis fin décembre 2022, de travailler pour des ONG.

AGIR AU PLUS PRÈS DES BESOINS

C'est dans ce contexte international que Médecins du Monde agit, dans le respect du droit international humanitaire et des principes humanitaires, pour fournir une aide à toutes les populations qui en ont besoin tout en assurant la protection des travailleurs humanitaires. L'organisation continue de dénoncer fermement certaines contraintes imposées par certains bailleurs vis-à-vis des populations et des bénéficiaires, ainsi que la politisation de l'accès et de l'aide humanitaire. Dans toutes ses zones d'intervention, Médecins du Monde favorise les partenariats avec des acteurs locaux – acteurs institutionnels ou membres du réseau international de l'organisation – pour garantir une approche efficace et pérenne.

RENFORCER LES RÉPONSES D'URGENCE

Médecins du Monde poursuit ses interventions en réponse aux situations d'urgence pour fournir des

soins de santé primaires de qualité. Démonstration faite en Ukraine et dans les pays limitrophes : le réseau international de l'organisation a su intervenir rapidement pour soutenir les populations réfugiées et déplacées. Cette année, l'organisation a également démontré sa réactivité face aux événements climatiques. En mettant en place des mesures préventives grâce à des programmes de réduction des risques de catastrophe, les réponses d'urgence à la suite des inondations meurtrières au Pakistan et des cyclones à Madagascar ont permis de renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des communautés affectées.

Les projets centrés sur les questions migratoires sont plus que jamais d'actualité en Amérique latine où Médecins du Monde investit les lieux d'influence pour améliorer son impact. À Tapachula, elle intervient auprès des migrants bloqués dans cette ville « prison » du Chiapas mexicain, à la frontière du Guatemala. Dans la région Pacifique en Colombie, l'organisation soutient un bateau-hôpital qui améliore l'accès aux soins des populations isolées et victimes du conflit armé.

APPUYER LES SYSTÈMES DE SANTÉ SUR LE LONG TERME

2022 est également une année importante pour la réduction des risques : le projet CUTTS en Arménie, en Géorgie et en Tanzanie, dont la double particularité (utilisation de seringues *low dead space* et de Buprénorphine) renforce la position de Médecins du Monde en tant qu'acteur clé dans l'approche communautaire pour répondre aux infections au VIH et à l'hépatite C chez les usagers de drogues. Ce projet devrait ainsi bénéficier aux politiques mondiales de santé soutenues par l'OMS.

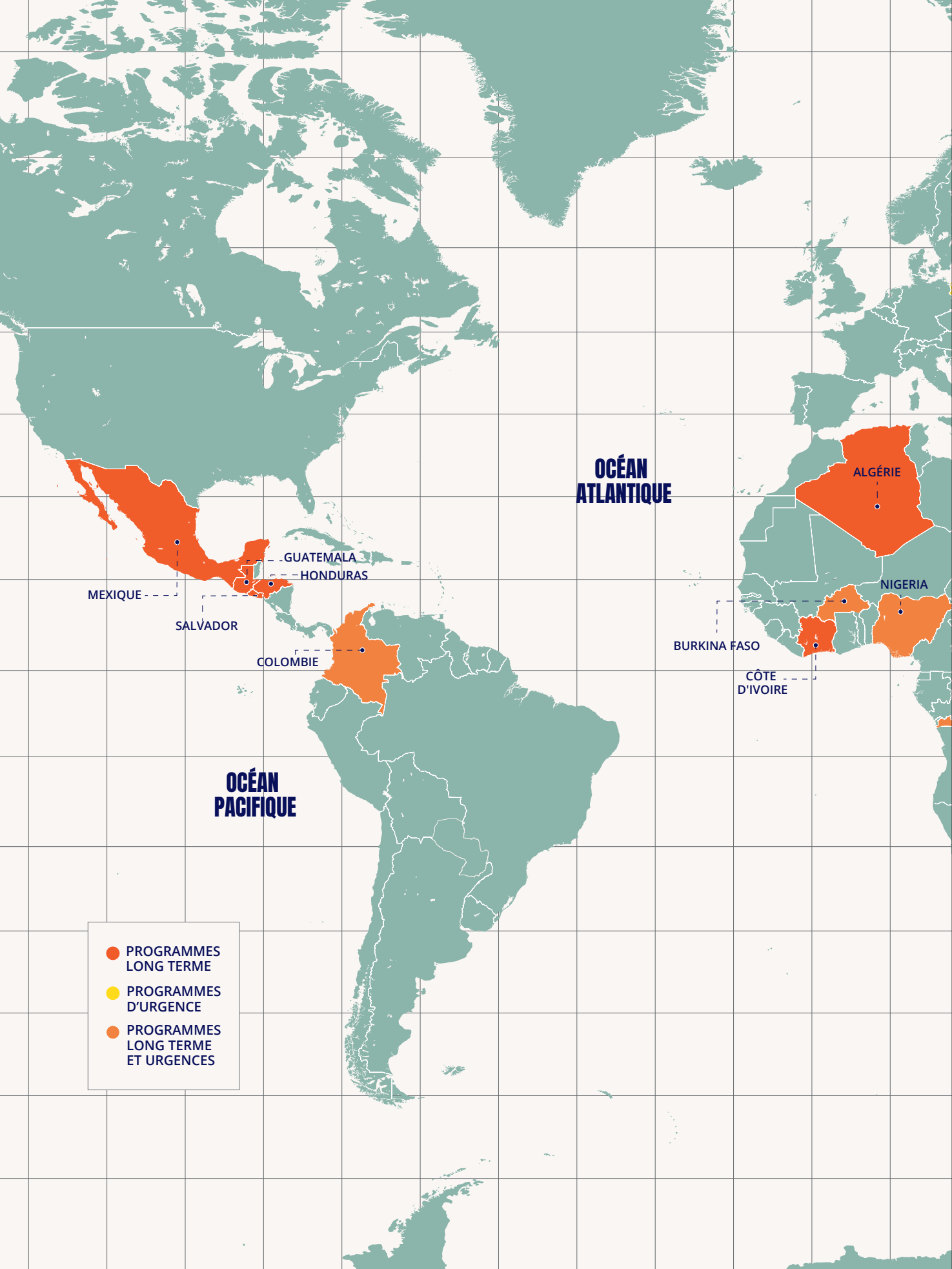
Au Burkina Faso, Médecins du Monde conduit un projet de recherche opérationnelle sur le cancer du col d'utérus et soumet aux autorités sanitaires des recommandations pour améliorer le protocole

OPÉRATIONS INTERNATIONALES

de dépistage national. Cette année a également été marquée par le lancement d'un nouveau programme en santé environnementale en périphérie de Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo, auprès de maraîchers exposés aux pesticides. Médecins du Monde y développe des activités de prévention et d'accès à la santé, en lien avec le programme national de santé au travail et les secteurs agricole et universitaire.

Autant de défis devant lesquels Médecins du Monde est plus que jamais convaincu de l'importance d'être présent sur le terrain pour les années à venir. Soigner et témoigner n'ont jamais autant été d'actualité !

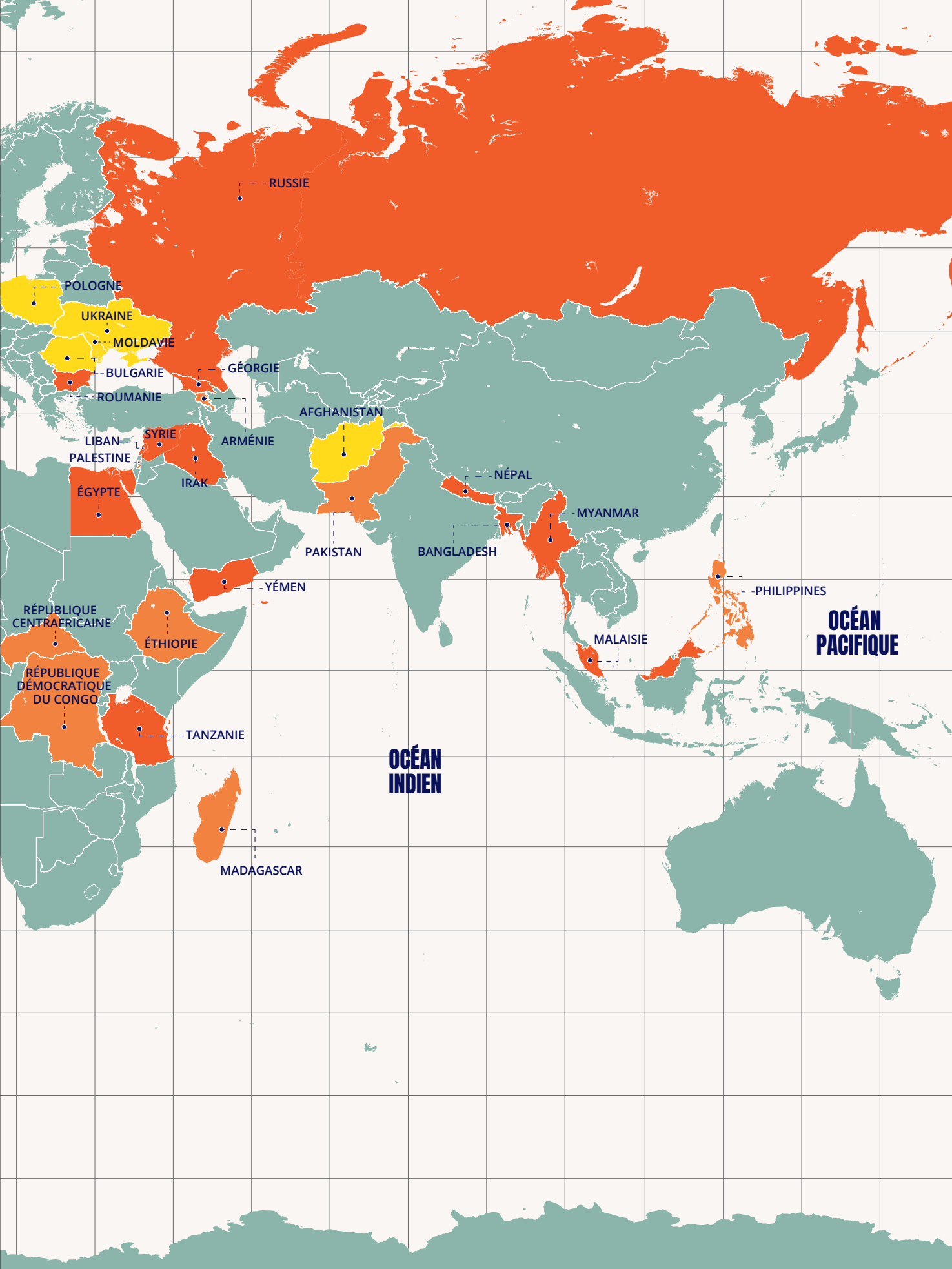




**OCÉAN
ATLANTIQUE**

**OCÉAN
PACIFIQUE**

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES



RUSSIE

POLOGNE

UKRAINE

MOLDAVIE

BULGARIE

ROUMANIE

GÉORGIE

AFGHANISTAN

ARMÉNIE

LIBAN

SYRIE

PALESTINE

ÉGYPTÉ

IRAK

AFGHANISTAN

NÉPAL

MYANMAR

PAKISTAN

BANGLADESH

YÉMEN

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

ÉTHIOPIE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

TANZANIE

MADAGASCAR

Océan Indien

Océan Pacifique

AFRIQUE

10 PAYS 22 PROGRAMMES

ALGÉRIE 1 PROGRAMME

BURKINA FASO 3 PROGRAMMES

CÔTE D'IVOIRE 3 PROGRAMMES

ÉGYPTE 1 PROGRAMME

ÉTHIOPIE 3 PROGRAMMES

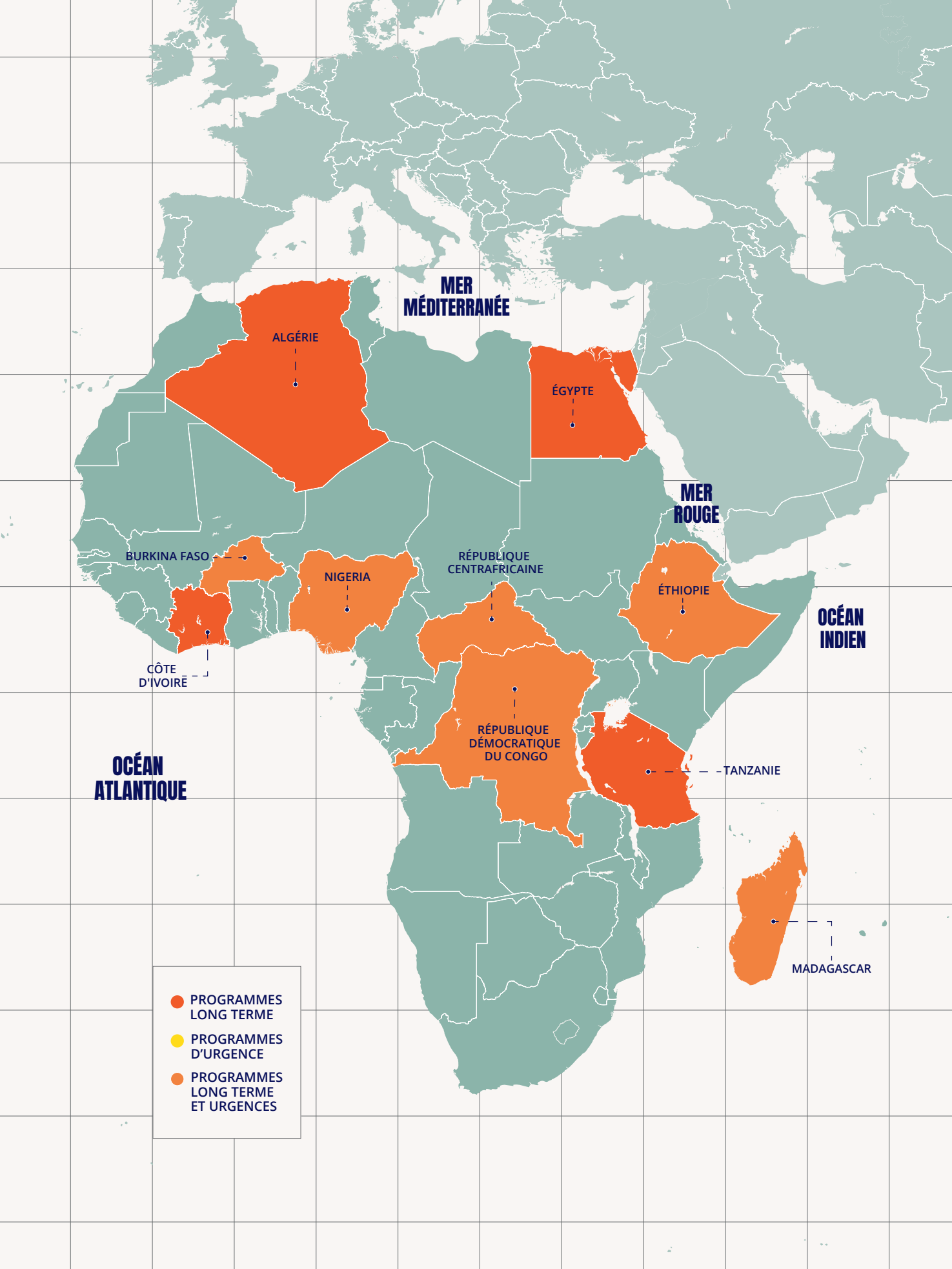
MADAGASCAR 4 PROGRAMMES

NIGERIA 1 PROGRAMME

**RÉPUBLIQUE 2 PROGRAMMES
CENTRAFRICAINE**

**RÉPUBLIQUE 3 PROGRAMMES
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**

TANZANIE 1 PROGRAMME



MADAGASCAR

UNE ÎLE DÉVASTÉE PAR LES CYCLONES

Début 2022, deux cyclones ont frappé successivement le sud-est de Madagascar, laissant derrière eux d'importants dégâts matériels et humains : près de 9 000 habitations traditionnelles et plus de 2 000 salles de classe ont été détruites, tandis qu'un nombre considérable de cultures et de plantations a été anéanti. La fragilisation du secteur agricole a plongé des dizaines de milliers de personnes dans l'insécurité alimentaire. 874 000 Malgaches souffraient d'insécurité alimentaire aiguë en 2022. De surcroît, la destruction par les intempéries de 73 centres de santé a considérablement entravé la capacité du système de santé, déjà fragile, à répondre efficacement aux besoins des populations.

ASSISTER LES POPULATIONS TOUCHÉES

À la suite des tempêtes Batsirai et Emnati en février 2022, l'organisation a déclenché une intervention d'urgence dans le district de Mananjary pour soutenir les populations affectées. Trois cliniques mobiles ont été déployées pour soutenir les centres de santé touchés par les cyclones et les communautés isolées. Les populations les plus enclavées ont ainsi pu bénéficier d'une offre de soins primaires de qualité, entièrement gratuite, incluant la prise en charge de la malnutrition et des services de santé sexuelle et reproductive.

En plus de cette réponse d'urgence, en juillet, Médecins du Monde a lancé, avec la Croix-Rouge luxembourgeoise (AICRL) et la Croix-Rouge malgache (CRM), un projet visant à renforcer les capacités des personnels de santé dans six centres de

santé prioritaires par le biais de formation continue. Ces centres ont également été équipés. Par ailleurs, pour améliorer la gestion des ressources médicales, un soutien matériel a été apporté à la pharmacie de gros du district, aboutissant

notamment à la création d'un stock tampon destiné aux situations d'urgence. En parallèle, un important travail communautaire a été mené pour prévenir et prendre en charge les violences basées sur le genre.

551 bénéficiaires d'un soutien psychosocial, dont les victimes de violences basées sur le genre

BURKINA FASO

UN PAYS ÉBRANLÉ PAR LA VIOLENCE ET L'INSÉCURITÉ

Depuis 2016, le Burkina Faso est plongé dans un engrenage de la violence. La situation sécuritaire ne cesse de se dégrader avec 4 119 incidents visant la population civile et les institutions étatiques, enregistrés en 2022. Les groupes armés n'hésitent pas à directement cibler les formations sanitaires : en 2022, près de la moitié d'entre elles étaient touchées par l'insécurité, privant 2,5 millions de Burkinabés d'accès aux soins. La ville de Kongoussi est particulièrement exposée à cette pression sécuritaire : depuis le coup d'État de septembre 2022, le nouveau pouvoir intensifie ses opérations de reconquête dans la région du Centre-Nord. Les actes de violence, allant de l'exécution sommaire aux enlèvements, se multiplient contre les populations civiles prises au piège des affrontements.

RENFORCER LE SYSTÈME SANITAIRE À KONGOUSSI

Dans le prolongement du programme d'urgence lancé à Kongoussi en 2020, Médecins du Monde a créé deux nouvelles cliniques mobiles en 2022, doublant le nombre de ces unités médicales actives. Prévention, prise en charge des violences liées au genre, soutien psychosocial et soins de santé mentale : ces cliniques offrent des soins de santé primaires gratuits et un large éventail de services aux populations déplacées là où les besoins sont les plus criants.

Parallèlement, l'organisation poursuit ses efforts pour appuyer les structures sanitaires existantes, notamment en renforçant les ressources humaines et en améliorant la prise en charge des urgences vitales. Elle œuvre aussi à renforcer la réponse globale aux urgences, déplacements forcés ou épidémies.

En matière de plaidoyer, l'équipe de Médecins du Monde est active en tant que membre du Forum des organisations non-gouvernementales internationales humanitaires. En 2022, elle a ainsi contribué à une note sur l'effectivité de la mise en œuvre de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans en contexte de crise.



**481 615
consultations
médicales
dispensées en 2022
au Burkina Faso.**

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

DES MARAÎCHERS EXPOSÉS AUX DANGERS DES PESTICIDES

À Kinshasa, les maraîchers sont confrontés à des problèmes de santé majeurs en lien avec leur utilisation massive de pesticides chimiques. Ces produits sont quasi systématiquement utilisés sans protection adéquate par les travailleurs qui s'exposent à d'importants risques sanitaires et au développement de pathologies plus ou moins lourdes : douleurs dorsales, irritations cutanées et oculaires, infections cardiaques et respiratoires, affections neurologiques, cancers. De surcroît, les maraîchers ignorent très souvent les risques qu'ils encourent et ont un accès limité aux soins de santé primaires.

PROTÉGER LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

Face à cette situation préoccupante, Médecins du Monde a mis en place en août 2022 un programme « santé & environnement » qui vise à renforcer les services de santé, promouvoir des initiatives durables et favorables aux communautés et encourager le

**280 maraîchers
accompagnés
par 28 animateurs
d'associations
des maraîchers**

dialogue entre les maraîchers et les autorités locales. Ce programme a tout d'abord amélioré l'offre de soins. Les centres de santé proches des sites de maraîchage ont été réhabilités, équipés et approvisionnés en

médicaments, et les personnels de soin ont été formés à la prise en charge de maladies professionnelles liées au maraîchage.

Médecins du Monde a ensuite formé, en collaboration avec Caritas développement Kinshasa, les maraîchers à l'agroécologie. Pour limiter le recours aux produits polluants, des solutions alternatives, dégradables et non-toxiques comme des engrais ou des biopesticides leur ont été présentées. Des équipements de protections individuelles et du matériel agricole adapté ont également été distribués pour améliorer les conditions de travail.

Enfin, les équipes ont mis en place une caisse de santé pour les travailleurs : les ressources sont mutualisées pour couvrir financièrement les coûts des soins. Les centres de santé partenaires du programme s'engagent à offrir des tarifs raisonnables aux bénéficiaires de la caisse.

TANZANIE

LE DÉFI DES PRATIQUES À RISQUE CHEZ LES USAGERS DE DROGUES

La Tanzanie est une plaque tournante du trafic d'héroïne en provenance d'Asie centrale et destiné à l'Afrique. On y dénombre plus de 300 000 usagers de drogues, dont 10 % par voie injectable. Tandis que plus d'une personne usagère de drogues injectables sur trois est séropositive, une sur quatre est porteuse de l'hépatite C. En effet, les personnes usagères de drogues font face à d'importants risques sanitaires, auxquels s'ajoutent des risques sécuritaires et légaux, exacerbés par la stigmatisation des usagers et la criminalisation de la consommation de drogue.

RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Face à ces défis, Médecins du Monde apporte une aide technique aux organisations de la société civile et aux autorités étatiques qui œuvrent pour la réduction des risques. Pour toucher plus de bénéficiaires, l'association a soutenu l'extension des programmes existants de réductions des risques à deux nouvelles villes : Arusha et Tanga.

Par ailleurs, l'organisation appuie techniquement les efforts de la société civile dans son plaidoyer en faveur de réformes visant à assurer un environnement juridique et politique favorable et pérenne au développement des activités de réduction des risques en Tanzanie.

Reconnue pour son expertise en matière de réduction des risques en Afrique de l'Est, la mission Tanzanie de Médecins du Monde a également fourni une assistance technique à des programmes similaires menés par des organisations locales au Burundi. Cette expertise technique a notamment permis d'assister les acteurs locaux dans l'introduction de traitements de substitution aux opiacés. Grâce à ces actions, la mission Tanzanie a touché plus de 7 100 bénéficiaires parmi les populations clés en Afrique de l'Est.

**676 personnes
formées
à la réduction
des risques
en Tanzanie.**



MOYEN-ORIENT

5 PAYS 9 PROGRAMMES

IRAK 1 PROGRAMME

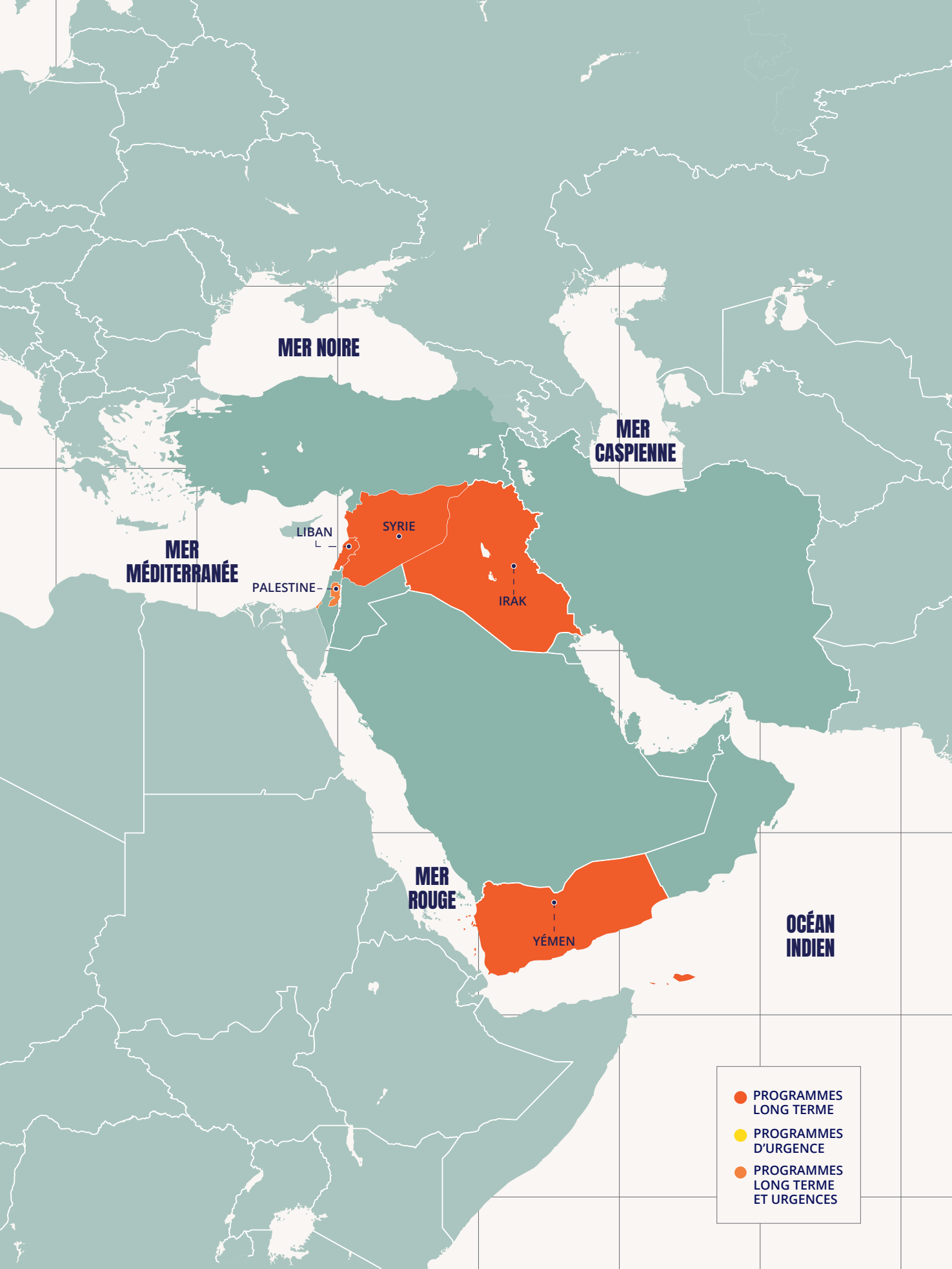
LIBAN 2 PROGRAMMES

PALESTINE 3 PROGRAMMES

SYRIE 1 PROGRAMME

YÉMEN 2 PROGRAMMES

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes au Moyen-Orient sur [medecinsdumonde.org](https://www.medecinsdumonde.org)



MER NOIRE

MER CASPIENNE

MER MÉDITERRANÉE

LIBAN

SYRIE

PALESTINE

IRAK

MER ROUGE

YÉMEN

OCÉAN INDIEN

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

YÉMEN

PERSISTANCE D'UNE SITUATION HUMANITAIRE CRITIQUE

Au Yémen, pays en proie à la guerre depuis 2014, la situation humanitaire est critique. 21,6 millions de personnes ont besoin d'assistance, 4,5 millions sont déplacées et 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition. La région de Marib, dernier bastion gouvernemental, a été le théâtre d'une bataille aux conséquences particu-

lièrement dévastatrices pour la population. Des milliers de déplacés yéménites s'y entassent, aux côtés d'immigrés éthiopiens et somaliens, déjà nombreux. Malgré la signature d'une trêve nationale en avril 2022,

des combats sporadiques continuent d'entraver l'accès aux soins des populations. Lorsqu'elles n'ont pas fermé, les installations de santé fonctionnent partiellement, manquent de personnel, de matériel et de médicaments et sont, pour certaines, rendues inaccessibles par les combats.

RESTAURER L'ACCÈS AUX SOINS

Vaccination, dépistage nutritionnel, santé sexuelle et reproductive, traitement des maladies infantiles, santé mentale et soutien psychosocial : en réponse à la rupture de l'accès aux soins, Médecins du Monde a déployé une stratégie axée sur la fourniture aux populations affectées par la crise d'un large éventail de soins de santé primaires. Médecins du Monde contribue ainsi à répondre aux besoins engendrés par les déplacements de population.

Après une évaluation de l'état des installations de santé restantes en 2021, l'organisation a ouvert en mars 2022 une base à Marib pour renforcer le système de santé du district. De là, les équipes de Médecins du Monde soutiennent les structures de santé primaires de la région. Elles œuvrent à l'intégration dans l'offre de soins de services de santé mentale et de soutien psychosocial, et de la prise en charge les violences basées sur le genre. L'organisation a également installé une unité de soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans le plus grand camp de déplacés de la région, le camp d'Al-Jofinah.

425 762
consultations
organisées
dans les centres
de soins primaires

PALESTINE

L'IMPACT DE L'OCCUPATION SUR LA SANTÉ MENTALE

2022 a été l'année la plus meurtrière pour les Palestiniens en Cisjordanie depuis plus de deux décennies : 155 Palestiniens, dont 36 enfants, ont été tués, et plus de 10 500 ont été blessés lors d'affrontements avec des colons israéliens ou les forces de sécurité israéliennes. La violence des colons israéliens a lieu le plus souvent en toute impunité : leurs attaques ont augmenté de 59 % par rapport à 2021. La dégradation de la situation sécuritaire, l'environnement coercitif, les restrictions de mouvements par l'armée israélienne sont autant de facteurs qui contribuent à la détérioration du bien-être psychosocial des Palestiniens, tandis que les structures de prise en charge restent rares.

UNE AIDE PSYCHOSOCIALE D'URGENCE

Face à cette escalade de la violence, Médecins du Monde apporte une réponse d'urgence aux victimes d'incidents traumatiques. L'organisation a formé une équipe de travailleurs psychosociaux qui intervient en Cisjordanie. Ses actions en matière de santé mentale et de soutien psychosocial s'appuient sur des méthodologies à l'efficacité prouvée sur le terrain par des acteurs de la santé mentale. Selon l'incident auquel elles font suite, ces interventions prennent la forme de soutien individuel d'urgence ou de soutien en groupe. 6 687 victimes d'incidents critiques ont ainsi bénéficié de soins en santé mentale ou d'un soutien psychosocial en 2022. Plus de 2 000 victimes ont quant à elles été orientées vers des services de base et de protection, dont 254 victimes vers des services d'aide juridique.

Parallèlement, Médecins du Monde a publié, en partenariat avec l'association des agences internationales de développement (AIDA), le rapport « No Peace of Mind » sur la santé mentale des Palestiniens vivant sous occupation israélienne. Ce rapport analytique et prescriptif met en lumière les blessures mentales, par nature invisibles, mais bien réelles, qui résultent de l'occupation.



**6 687
consultations
d'appui psycho-
social organisées
en Palestine.**

AMÉRIQUE LATINE

5 PAYS 5 PROGRAMMES

COLOMBIE 3 PROGRAMMES

MÉSOAMÉRIQUE 2 PROGRAMMES

**Guatemala
Honduras
Mexique
Salvador**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Amérique latine
sur [medicinsdumonde.org](https://www.medicinsdumonde.org)



Océan
Atlantique

MEXIQUE

GUATEMALA

HONDURAS

SALVADOR

COLOMBIE

Océan
Pacifique

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

MEXIQUE

LE DIFFICILE ACCÈS AUX SOINS DES MIGRANTS

Le Mexique fait face à une crise migratoire sans précédent, aggravée par la violence généralisée et des conditions d'accueil déplorables. Chaque année, près de 300 000 personnes traversent le pays. Parmi elles, de nombreuses familles, femmes et enfants qui fuient la pauvreté et la violence liée aux gangs et aux forces de l'ordre. Depuis 2020, le durcissement des politiques a provoqué une forte augmentation du nombre de réfugiés et de migrants dans les villes bordant la frontière américaine. De surcroît, avec la fin le 11 mai 2023 du « Titre 42 », un dispositif mis en place par l'administration Trump pour faciliter l'expulsion des sans-papiers, la crise migratoire risque d'atteindre un point critique.

Ciudad Juárez accueille 10 000 personnes par an. Toutes espèrent traverser la frontière. Les migrants y trouvent refuge comme ils le peuvent : dans des abris temporaires, en louant des chambres d'hôtel ou des appartements et beaucoup dorment dans la rue. Les services de santé existants ne leur sont pas toujours accessibles. Les obstacles sont nombreux : administratifs, linguistiques, financiers, sans oublier les pénuries fréquentes de médicaments.

NOUVEAU PROJET À CIUDAD JUÁREZ

Face à la crise migratoire, Médecins du Monde, qui intervient déjà à la frontière sud depuis 2016, prévoit d'étendre sa présence à la frontière nord. En 2022, l'association a conduit une mission exploratoire pour comprendre les besoins des personnes migrantes, dans le but d'ouvrir une base à Ciudad Juárez. Elle a aussi renforcé les capacités des acteurs locaux en dispensant des formations dédiées aux premiers secours.

Grâce à un nouveau financement de l'Office humanitaire de la Commission européenne, l'association recrutera une équipe opérationnelle pour démarrer les activités en 2023. Dès juillet, une équipe de cinq personnes sera présente dans la ville pour fournir des soins de santé primaires. L'objectif : améliorer l'accès aux soins des populations migrantes.

2 611 personnes migrantes prises en charge par Médecins du Monde en 2022

COLOMBIE

LE DÉFI DE L'ACCÈS AUX SOINS

Malgré les accords de paix signés en 2016, la Colombie est toujours en proie à des affrontements violents entre groupes armés. Ces violences impactent fortement les populations rurales, en majorité indigènes et afro-descendantes, soumises à des déplacements, des recrutements forcés, des exactions ou des confinements imposés par les groupes armés. Vivant dans des zones reculées, souvent désertées par l'État, ces communautés ont un accès limité aux soins. 8,5 millions de Colombiens sont aujourd'hui dans le besoin, dont 3 millions en situation de besoin aigu en raison de la situation sécuritaire et du manque d'accès aux services essentiels.

UN BATEAU-HÔPITAL POUR LES POPULATIONS ISOLÉES

Médecins du Monde travaille en partenariat avec la fondation italo-colombienne Monte Tabor pour apporter des soins de santé primaires aux populations isolées des départements d'Antioquia, Chocó et Cauca. Sur le fleuve San Juan, un bateau-hôpital fournit des services médicaux essentiels aux communautés affectées par le conflit armé. Ce projet renforce l'accès aux soins pour les personnes vivant dans des zones éloignées des centres de santé, qui sont souvent les plus touchées par les violences et la précarité.

Équipé, le bateau-hôpital peut accueillir douze personnes en consultation. À bord, les équipes médicales proposent des soins de santé primaires, de santé sexuelle et reproductive et de santé mentale. Elles participent également à renforcer les liens entre ces populations et les centres de santé urbains, en orientant les cas complexes vers des structures de santé adaptées.

En complément, Médecins du Monde appuie la construction et la rénovation de centres de santé interculturels au sein des communautés indigènes et afro-descendantes. L'objectif est de conjuguer médecine moderne et pratiques médicales traditionnelles et de former des agents de santé communautaires locaux pour assurer le lien entre ces centres et les structures de santé urbaines.



**3,2 millions
de personnes
ont besoin
d'assistance
médicale dans
les zones rurales
isolées de Colombie.**

EUROPE

8 PAYS 8 PROGRAMMES

BULGARIE 1 PROGRAMME

MOLDAVIE 1 PROGRAMME

POLOGNE 1 PROGRAMME

ROUMANIE 1 PROGRAMME

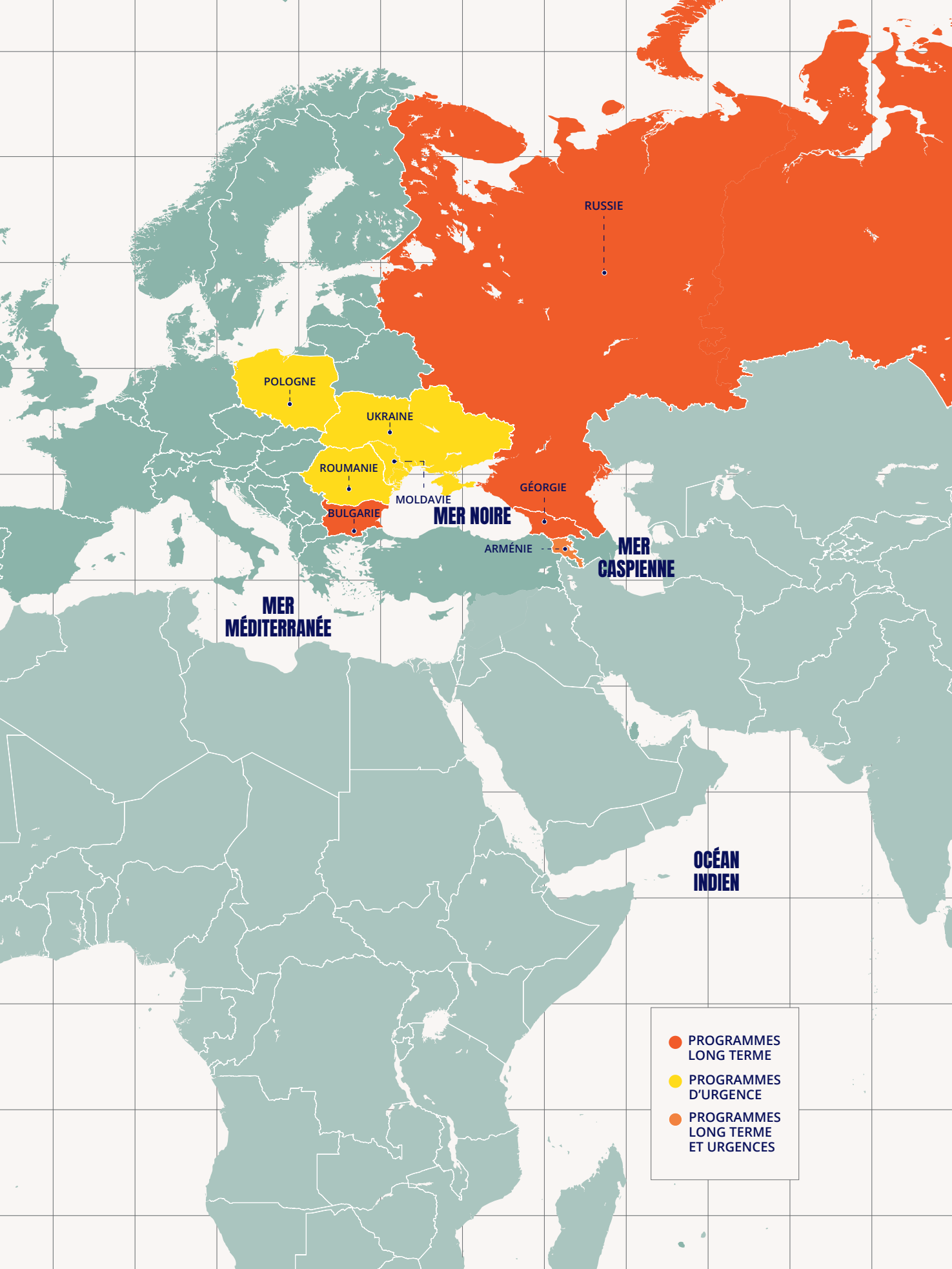
RUSSIE 1 PROGRAMME

SUD CAUCASE 2 PROGRAMMES

Arménie

Géorgie

UKRAINE 1 PROGRAMME



ARMÉNIE ET GÉORGIE

LE SUD-CAUCASE AU DÉFI DE LA PRÉVENTION DES MALADIES INFECTIEUSES

Le sud-Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) fait face à des défis sanitaires communs en matière de prévention des maladies infectieuses auprès des populations les plus vulnérables. Les personnes usagères de drogues injectables et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes sont particulièrement exposés au VIH et à l'hépatite C. Tandis que le taux d'infection par le VIH est relativement faible dans la région, le taux de prévalence de l'hépatite C est l'un des plus élevés d'Europe de l'Est et d'Asie centrale.

PLAIDOYER POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES

En Géorgie, Médecins du Monde continue de soutenir Equality Movement et Mandala, deux partenaires locaux engagés dans la réduction des risques auprès des populations clés, notamment les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les jeunes consommateurs de drogues. En Arménie, Médecins du Monde poursuit son travail avec l'association Real World Real People pour améliorer le dépistage du VIH et de l'hépatite C des personnes usagères de drogues, et faciliter leur accès aux traitements. En 2022, Médecins du Monde a obtenu d'Unitaid un financement sur quatre ans pour le développement d'outils innovants qui simplifieront l'accès au traitement et réduiront les risques de transmission de l'hépatite C en Arménie et en Géorgie.

Dans les deux pays, Médecins du Monde vient en appui aux organisations de la société civile. Elle soutient leur plaidoyer sur la réduction des risques.

En Arménie, elle a été à l'origine de la création de la Coalition nationale en 2021, réseau qui rassemble les organisations de la société civile qui travaillent sur la réduction des risques. La Coalition a ainsi mis sur pied un plan visant à faire évoluer les lois et

**Plus de 4 000
personnes
dépistées pour
le VIH et l'hépatite C
en Arménie**

les pratiques en matière de réduction des risques pour les personnes usagères de drogues. En 2022, une conférence régionale a été organisée à Tbilissi sur les actions prioritaires à déployer pour assurer un accès durable aux services essentiels de lutte contre le VIH.

UKRAINE ET PAYS FRONTALIERS

CRISE HUMANITAIRE ET DÉTRESSE PSYCHOLOGIQUE

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a considérablement aggravé une situation humanitaire déjà dégradée par huit années de conflit dans l'est du pays. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire est passée de 3 à 18 millions. Les Ukrainiens vivent depuis plus d'un an dans un contexte meurtrier et dévastateur qui entrave leur accès à la nourriture et aux soins. Près de 5,4 millions d'entre eux ont fui pour d'autres régions à l'intérieur du pays. Des millions d'autres ont été contraints de s'exiler. Une situation qui impacte lourdement la santé mentale de la population : selon l'OMS, 9,6 millions d'Ukrainiens souffriraient de troubles psychologiques.

SOUTENIR LA SANTÉ MENTALE DES UKRAINIENS

Face à la détresse psychologique des Ukrainiens, Médecins du Monde a placé la santé mentale au cœur de sa stratégie d'intervention. L'association est intervenue dans les pays voisins qui accueillent les réfugiés ukrainiens.

En Pologne, dans la ville de Przemysl, près de la frontière ukrainienne, l'organisation a formé des intervenants de première ligne – soignants, bénévoles et réfugiés – à dispenser des premiers secours psychologiques aux réfugiés en état de détresse. Dans la région de Basse-Silésie, Médecins du Monde a mis en place des espaces adaptés dans lesquels les réfugiés peuvent bénéficier de soins de santé mentale et de soutien psychosocial.

En Moldavie, Médecins du Monde a consolidé les capacités des professionnels de santé et des bénévoles en matière de premiers soins psychologiques. Enfin, en Roumanie, ses partenaires locaux ont été formés à offrir des services multidisciplinaires coordonnés qui incluent le soutien psychosocial et une offre de santé sexuelle et reproductive.

L'association est également intervenue en Ukraine pour appuyer notre partenaire local dans le déploiement de cliniques mobiles dans la région de Mykolaiv. 744 consultations de santé mentale et soutien psychosocial ont ainsi été assurées en 2022.



**10 000 personnes
soutenues par
Médecins du Monde
en Ukraine et dans
les pays voisins.**





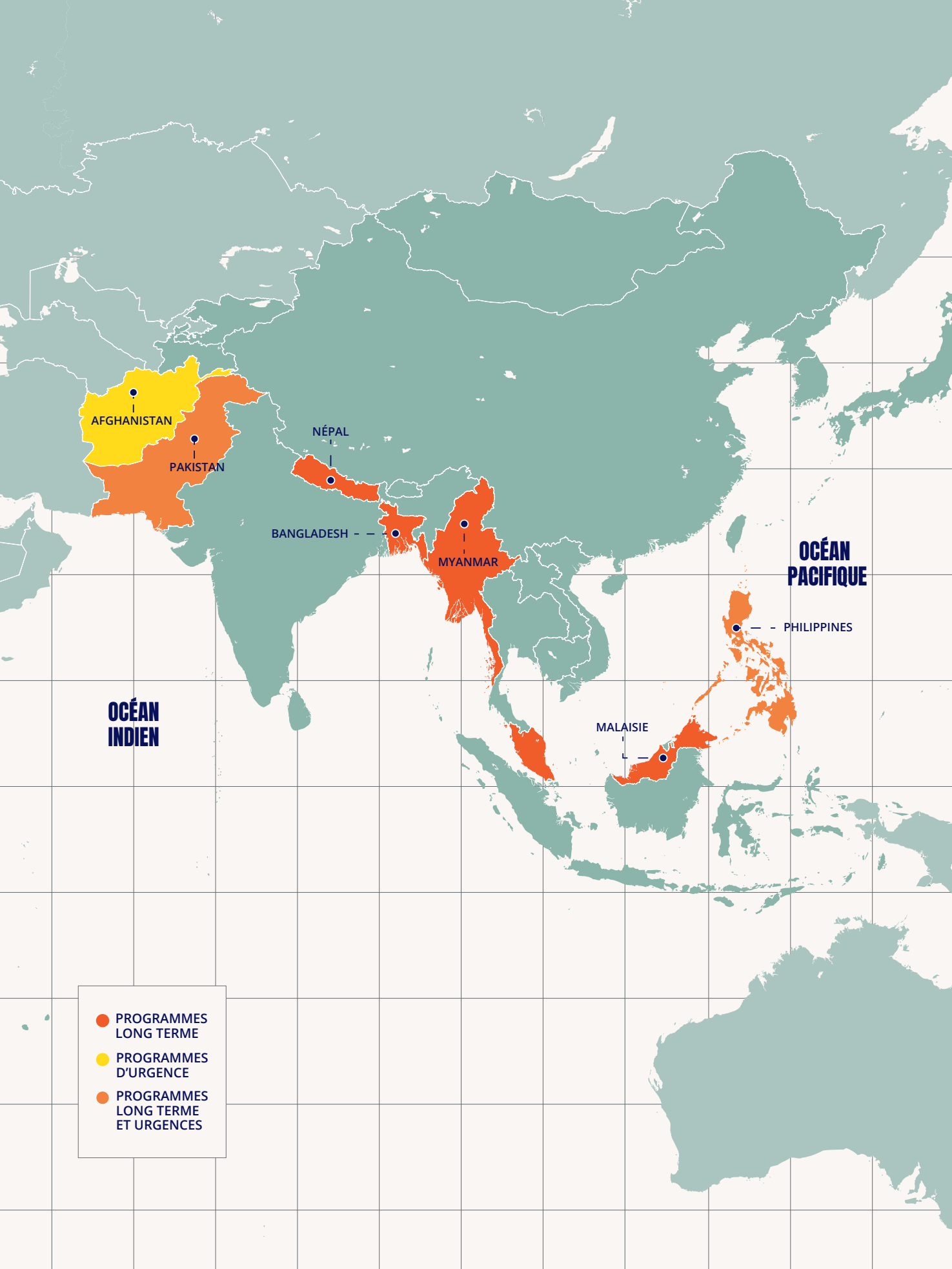
**Environ 17,6 millions
de personnes
ont besoin d'une aide
humanitaire d'urgence
en Ukraine.**

ASIE

7 PAYS 13 PROGRAMMES

- AFGHANISTAN 1 PROGRAMME**
- BANGLADESH 1 PROGRAMME**
- MALAISIE 1 PROGRAMME**
- MYANMAR 2 PROGRAMMES**
- NÉPAL 2 PROGRAMMES**
- PAKISTAN 3 PROGRAMMES**
- PHILIPPINES 3 PROGRAMMES**

Retrouvez les fiches détaillées des différents programmes en Asie sur medecinsdumonde.org



AFGHANISTAN

PAKISTAN

NÉPAL

BANGLADESH

MYANMAR

MALAISIE

Océan
PACIFIQUE

PHILIPPINES

Océan
INDIEN

- PROGRAMMES LONG TERME
- PROGRAMMES D'URGENCE
- PROGRAMMES LONG TERME ET URGENCES

PAKISTAN

INONDATIONS DÉVASTATRICES ET CRISE HUMANITAIRE

En 2022, le Pakistan a été frappé par des inondations dévastatrices qui ont affecté plus de 80 % du territoire et 33 millions de personnes. Elles ont détruit des centaines de milliers de maisons, des milliers de kilomètres de route, des centaines de ponts ainsi que des infrastructures industrielles vitales pour l'économie. Le système de santé, déjà fragilisé par l'afflux de réfugiés afghans fuyant les talibans, peine à répondre aux besoins des populations touchées. Une part non négligeable des centres de santé a été endommagée et nécessite d'importants travaux de rénovation, ainsi qu'un remplacement du matériel médical et non médical.

ASSISTER LES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LES INONDATIONS

Médecins du Monde a organisé une réponse d'urgence dans les zones les plus touchées du Pakistan, les districts de Charsadda et Nowshera. Quatre cliniques mobiles ont été déployées pour prodiguer des soins de santé primaires

12 340
consultations
médicales
effectuées
dans le cadre
de la réponse
d'urgence
aux inondations

et de santé sexuelle et reproductive aux adolescents et aux femmes. Les équipes médicales ont porté une attention particulière à la malnutrition des enfants et mené des sessions de sensibilisation et d'éducation à la santé. Pour répondre aux besoins sanitaires accrus dans les zones inondées,

Médecins du Monde a également fourni à des centres de santé endommagés du personnel médical supplémentaire, des médicaments et de l'équipement médical.

En parallèle, Médecins du Monde continue d'appuyer, en lien avec Humanité & Inclusion, les centres de santé des camps de réfugiés afghans. En 2022, 21 587 personnes ont pu bénéficier des services de santé proposés par les deux associations.

AFGHANISTAN

L'EFFONDREMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ

La prise de pouvoir par les talibans, en août 2021, a provoqué des bouleversements politiques sociaux et économiques majeurs, qui se sont traduits par une détérioration massive de la situation humanitaire. En 2022, près de 26 millions d'Afghans, soit la moitié de la population, a besoin d'une aide humanitaire. 20 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire et 6 millions sont en insuffisance alimentaire grave. Les femmes et les enfants sont les premiers touchés. Depuis le retour des talibans, le système de santé public est privé de l'aide financière internationale – dont il dépendait – et n'est donc pas en mesure de répondre à la multiplication des problèmes humanitaires.

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ PRIMAIRES À KABOUL

Présent dans le pays de 1982 à 2012, Médecins du Monde est venu appuyer, dès avril 2022, le système de santé existant en soutenant un hôpital de district à Kaboul. L'objectif : renforcer l'accès aux soins de santé primaires des patients. Parmi eux, les femmes et enfants sont surreprésentés. Pour permettre la prise en charge de ces populations vulnérables particulièrement touchées par le manque d'accès aux soins, Médecins du Monde a rénové la section maternelle et infantile de l'établissement et équipé les salles d'accouchement, tout en approvisionnant l'hôpital en médicaments.

En complément du soutien à cet hôpital, Médecins du Monde prévoit d'étendre son action tant à Kaboul, à deux structures sanitaires supplémentaires, que dans le reste du pays, dans les zones « blanches », des déserts médicaux éloignés de toute infrastructure sanitaire. Les équipes sillonnent plusieurs provinces du pays pour déterminer comment élargir leur intervention à une autre région dès 2023.

**22 368 personnes
ont bénéficié de
services médicaux
au sein de l'hôpital
soutenu par
Médecins du Monde
à Kaboul.**



En 1989, confrontée à l'exclusion sociale dont souffrent les personnes porteuses de malformations, une équipe de Médecins du Monde en mission au Cambodge lance un projet audacieux : proposer des opérations de chirurgie réparatrice gratuites et de qualité. L'Opération Sourire était née. Depuis trente ans, ce programme, fondé sur l'engagement de bénévoles à l'international, s'attache à réduire les inégalités d'accès aux soins de chirurgie et à assurer un accompagnement complet aux patients soignés.

REPRISE DES ACTIVITÉS À L'INTERNATIONAL

L'année 2022 marque la reprise des activités chirurgicales à l'international pour Médecins du Monde France et Médecins du Monde Pays-Bas. En 2020 et 2021, la pandémie de Covid-19 a en effet interrompu la majorité des interventions. Si cette période a mis en lumière la résilience des équipes, elle a également révélé la nécessité de repenser l'approche opérationnelle pour mieux répondre aux réalités et atteindre les objectifs du programme. Désormais, les activités sont multidimensionnelles : elles dépassent le simple acte chirurgical pour inclure d'autres actions essentielles. Médecins du Monde s'investit ainsi davantage dans la formation et le renforcement des capacités des chirurgiens, des médecins et des personnels locaux, pour mieux répondre aux déficits structurels des systèmes de santé des pays à faible revenu.

En 2022, ce sont donc 522 patients qui ont bénéficié d'une prise en charge chirurgicale et psychosociale, au cours de dix missions de chirurgie réparatrice menées dans quatre pays – au Cambodge, à Madagascar, au Sierra Leone et en Tanzanie – grâce à l'engagement des équipes médico-chirurgicales bénévoles et des partenaires hospitaliers et associatifs. Parmi eux, une majorité d'enfants de moins de 5 ans souffrant de pathologies, malformations congénitales ou anomalies acquises. Quant à l'aspect formation professionnelle, l'Opération Sourire 2022 a permis de dispenser des

formations théoriques et pratiques à 175 professionnels de santé lors d'interventions en bloc opératoire.

AU-DELÀ DE LA CHIRURGIE, LE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

L'Opération Sourire adopte désormais une approche holistique, centrée sur les bénéficiaires et respectueuse de leur culture, qui tient compte des aspects psychologiques, développementaux et sociaux du patient et de la famille. Cette approche vise à garantir une réinsertion complète, tant sur le plan physique que social. Les malformations congénitales ou anomalies acquises provoquent en effet des troubles psycho-affectifs chez les porteurs comme dans leur entourage proche, pouvant conduire à l'isolement et à l'exclusion des communautés. Ces conséquences impactent lourdement leur santé et leur bien-être mental. Pour mieux accompagner les patients et leurs familles, Médecins du Monde a donc intégré un volet psychosocial à sa stratégie d'intervention.

L'OPÉRATION SOURIRE À L'HONNEUR

Dans le but de promouvoir auprès du grand public et d'expliquer l'Opération Sourire, l'équipe de communication de Médecins du Monde s'est rendue à Madagascar en octobre 2022. Accompagnée d'un vidéaste, l'équipe a réalisé plusieurs vidéos pour plonger les spectateurs dans les coulisses de la 45^e mission Opération Sourire qui a eu lieu à Antananarivo. Le grand public a ainsi pu découvrir les bénévoles des équipes médico-chirurgicales, des personnels locaux participant aux interventions et des enfants pris en charge. Une des vidéos retrace le parcours d'une famille, dont l'enfant a bénéficié de sa seconde intervention de fente labio-palatine. Un récit poignant qui dévoile la stagnation sociale découlant de ces malformations et souligne l'importance du soutien psychosocial proposé par Médecins du Monde. Forte du succès de cette opération, l'association souhaite poursuivre ses efforts sur le long terme et concevoir une stratégie de communication dédiée à la valorisation de l'Opération Sourire sur ses différents terrains d'intervention.

OPÉRATION SOURIRE

RESPONSABLES

Associatif : Dr Frédéric Lauwers,
Dr Luke Harper, Dr Frédérique Sauvat,
Dr Arnaud Depeyre et Florence Giroussens
Siège : Adem Bah

PAYS D'INTERVENTION

Cambodge, Madagascar, Pakistan,
Sierra Leone, Tanzanie

BUDGET

266 000 euros

PARTENAIRE

Fondation d'entreprise L'Oréal, Air France,
Kolmi Hopen Groupe

EN CHIFFRES



10 missions
chirurgicales réalisées



522 patients opérés
(soit près de **1 100 heures**
d'opérations au bloc)



Plus de 600
consultations médicales



175 professionnels
de santé formés



175 bénévoles mobilisés
dans **5 pays** d'intervention



Alors que la pandémie de Covid-19 s'est fortement atténuée en 2022, permettant un retour progressif à la normale et la levée des restrictions, son impact sur le système de santé français est toujours très sensible. L'urgence sanitaire a mis à mal un système déjà affaibli, en accélérant son délabrement et en intensifiant la fatigue de nombreux personnels soignants.

2022, c'est aussi une année de campagne électorale qui a abouti à la réélection du président Macron et confirmé la montée des extrêmes, tendance également observée chez nos voisins européens. Par ailleurs, les conséquences du changement climatique ont été de plus en plus visibles, comme en témoignent les incendies dévastateurs de l'été 2022 qui ont notamment ravagé la Gironde.

DES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

C'est toutefois l'invasion de l'Ukraine par la Russie, signant le retour de la guerre en Europe, qui a marqué l'année 2022. Ce conflit a provoqué des destructions massives et des déplacements de populations d'une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. Des millions de réfugiés ont été accueillis dans toute l'Europe, dont plusieurs dizaines de milliers en France. Pour faire face, les pouvoirs publics ont déployé des dispositifs spécifiques d'accueil à destination des populations venant d'Ukraine. Des mesures aux standards de qualité éloignés de ceux dont bénéficient les autres catégories de réfugiés, nous rappelant que la crise de l'accueil reste une réalité en France.

Le conflit ukrainien a également engendré une crise énergétique et économique entraînant des niveaux d'inflation sans précédent en Europe, notamment sur l'alimentation, l'énergie et les transports. Affectant principalement les foyers les plus modestes, cette crise a contribué à accentuer les

vulnérabilités et à renforcer les inégalités sans que des politiques publiques à la hauteur de ces enjeux ne soient mises en place.

AGIR AU PLUS PRÈS DES PRÉCARITÉS

Tout au long de l'année, Médecins du Monde a œuvré auprès des personnes les plus précarisées pour renforcer l'accès aux droits et à la santé sur l'ensemble du territoire français. Aux frontières avec l'Italie ou le Royaume-Uni – où la violence à l'encontre des personnes en exil s'intensifie d'année en année – comme dans les territoires d'Outre-mer tels que la Guyane et Mayotte – souvent considérés comme secondaires par la République. Mais également dans l'hexagone, en zone rurale ou urbaine, où l'accès aux services socio-médicaux, et même simplement à un médecin traitant, devient de plus en plus difficile dans de nombreux territoires.

FOCUS SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES

Médecins du monde reste très actif sur cette thématique : dès le début de l'année 2022, l'association a développé une intervention spécifique auprès des personnes usagères de drogues, notamment consommatrices de crack, dans l'espace public du nord-est parisien. Médecins du Monde a également finalisé en juillet 2022 le transfert du projet XBT « analyse de drogues » à des partenaires spécialisés dans la réduction des risques. Ce projet, initié en 2000, vise l'amélioration des connaissances sur la nature des produits psychoactifs utilisés ou susceptibles d'être utilisés par les consommateurs, afin de limiter et prévenir les problèmes de santé liés à la consommation de produits et substances chez les usagers et les non-usagers de drogues.

Enfin, 2022 est l'année de l'exploration de nouveaux champs d'intervention avec le diagnostic sur l'impact des conditions de travail sur la santé des

OPÉRATIONS FRANCE

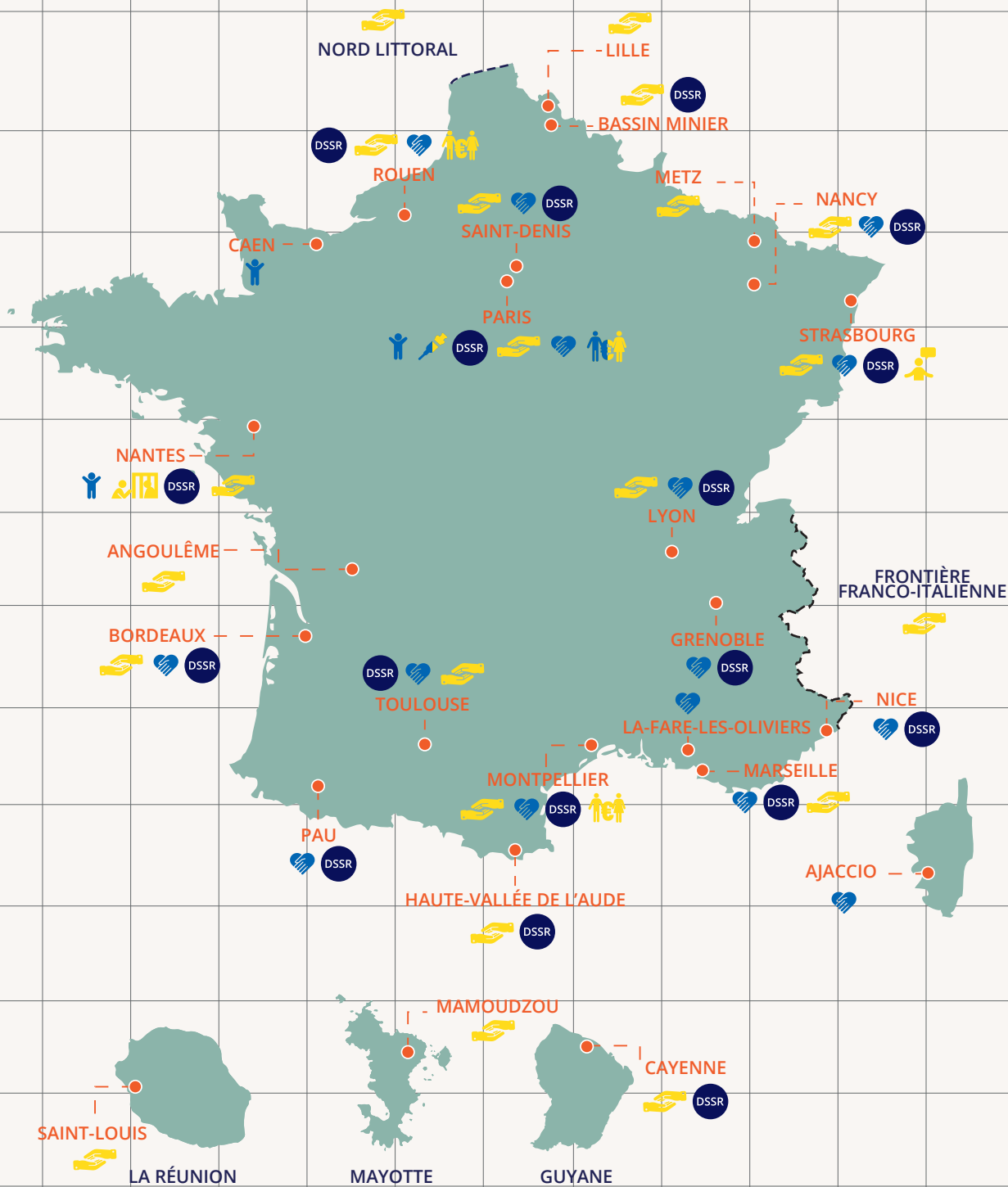
travailleurs précaires agricoles et ceux travaillant au sein des plateformes numériques de livraison en zone urbaine.

UN ENGAGEMENT TOUJOURS RENOUELÉ

Innovante et engagée, l'association construit son action en s'appuyant sur les compétences des salariés, des bénévoles et des personnes concernées, tout en développant des coalitions

avec une pluralité de partenaires. Médecins du Monde continue de porter ses combats, particulièrement auprès des personnes stigmatisées et précarisées, afin de promouvoir un accès aux droits et à la santé pour toutes et tous. Cette approche de la santé reflète la vision de la société portée par Médecins du Monde et sa volonté de contribuer à l'élaboration de politiques solidaires, protectrices et inclusives pour l'ensemble des personnes vivant en France.





Actions auprès des mineurs non accompagnés



Actions en milieu rural, dans la rue, les bidonvilles, auprès des migrants



Actions auprès des personnes détenues



Prévention en matière de droits et santé sexuels et reproductifs



Centres d'accueil, de soins et d'orientation



Actions auprès des travailleuses et travailleurs du sexe



Actions auprès des personnes usagères de drogues



Plaidoyer auprès des institutions européennes



Actions mobiles



Actions dans les locaux de MDM



Programmes transversaux

PROTECTION MALADIE UNIVERSELLE ET SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ

SYSTÈME DE SANTÉ

Médecins du Monde, qui œuvre pour la promotion des droits et l'accès aux soins pour les populations les plus précarisées, constate depuis plusieurs années une dégradation du dispositif de santé dans son ensemble – une situation mise en évidence et exacerbée par la pandémie de Covid-19.

Sur le terrain, les équipes rencontrent des difficultés croissantes pour orienter les personnes vers les services sociaux et les dispositifs de soin. Cette réalité affecte désormais un public plus large, incluant même des populations moins défavorisées comme en témoigne la multiplication des déserts médicaux en ville comme à la campagne.

Face à ces constats, en 2022, Médecins du Monde a intensifié sa réflexion en réunissant les équipes de l'association, en région comme au siège, et en s'appuyant sur des contributions extérieures. L'objectif : définir une vision commune du système de santé souhaitable, inclusif, solidaire et accessible à toutes les personnes vivant en France afin de contribuer pleinement au débat de société. Ce travail s'achèvera en 2023, prenant la forme d'une note stratégique définissant le positionnement de Médecins du Monde sur le système de santé en France.

PROJET EN MILIEU CARCÉRAL À NANTES

Le projet est né de la volonté croisée de Médecins du Monde et des équipes médicales intervenant en détention d'améliorer l'accès à la santé des personnes détenues. Il vise la mise en place d'interventions en santé complémentaires des dispositifs de droit commun existants. Une démarche communautaire accueillie favorablement par l'administration pénitentiaire, comme les partenariats noués autour des questions de santé.

Le projet décline trois objectifs : renforcer le pouvoir des personnes détenues d'agir sur leur santé, faciliter la collaboration entre les équipes

médicales et pénitentiaires sur les enjeux de santé et promouvoir un accès aux soins équivalent à celui qu'on peut trouver en extérieur. Les activités se déroulent individuellement ou en groupe dans différents lieux de la prison, après validation de l'administration pénitentiaire.

Les équipes nantaises de Médecins du Monde font par ailleurs partie du groupe de travail sur la promotion de la santé en milieu carcéral de la direction générale de la Santé, et du groupe expert de Sidaction qui réunit des professionnels de la santé, du milieu pénitentiaire et des acteurs associatifs.

OBSERVATOIRE DE L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Créé en 2000, l'Observatoire de l'accès aux droits et aux soins témoigne des difficultés d'accès aux dispositifs de droit commun des populations accueillies dans les programmes de l'association. Cet outil permet d'améliorer la connaissance des populations vulnérables, souvent ignorées des statistiques publiques.

En produisant des données objectives et une expertise de terrain, l'Observatoire permet à Médecins du Monde d'élaborer des propositions et d'interpeller les acteurs politiques, institutionnels et professionnels de santé pour améliorer l'accès aux droits et aux soins des populations précarisées ou en situation d'exclusion.

Notre action

L'Observatoire apporte un appui à l'ensemble des programmes menés en France en collectant des données qui permettent d'objectiver les constats des acteurs de terrain. Chaque année, la publication par l'Observatoire d'un rapport donne l'occasion d'alerter et d'interpeller l'ensemble des acteurs et des pouvoirs publics sur les besoins et les dysfonctionnements dans l'accès aux droits et aux soins des populations vulnérables. Il apporte ainsi un éclairage documenté sur les problématiques de santé des personnes reçues dans nos programmes, leurs difficultés pour se soigner et sur les obstacles à l'exercice effectif de leurs droits.

Ce rapport est élaboré à partir des données et des témoignages recueillis par les équipes de terrain sur l'ensemble des programmes, des observations sur les dispositifs d'accès aux soins et difficultés existantes, ainsi que sur le suivi des dispositifs législatifs et réglementaires.

CENTRES D'ACCUEIL, DE SOINS ET D'ORIENTATION

En 2022, Médecins du Monde compte 14 centres d'accueil de soins et d'orientation (Caso). Ces structures facilitent l'accès à la prévention, aux droits et aux soins des personnes en situation d'exclusion en leur proposant un accueil médico-social gratuit et inconditionnel. Toute personne qui sollicite l'accompagnement d'un Caso se voit proposer une réponse, y compris une orientation vers un service approprié si elle possède déjà une couverture maladie. Elle bénéficie d'une prise en charge holistique, c'est-à-dire qui comprend des soins infirmiers, des consultations médicales, des entretiens de prévention et une offre de dépistage spécifique pour certaines pathologies. Elle est également accompagnée par des travailleurs sociaux dans ses démarches d'accès aux droits, notamment en vue d'obtenir une couverture maladie. Certains centres proposent également une prise en charge psychosociale et de santé mentale pour répondre aux parcours d'exil et aux problèmes liés aux conditions de vie en France, qui génèrent souvent de la souffrance psychique.

La réforme des droits de santé votée fin 2019 et la dématérialisation croissante des services publics ont complexifié les démarches d'ouverture de droits à une couverture maladie pour les personnes étrangères en situation de précarité. Cela impacte directement leur capacité à accéder aux soins, contribuant de fait à l'aggravation de leur état de santé. En 2022, 65,9 % des personnes présentant un retard de recours aux soins en médecine générale sont diagnostiquées pour au moins une pathologie chronique alors que 54 % des personnes accueillies ont besoin d'une prise en charge médicale urgente ou assez urgente.

FOCUS

PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ SUR LE TERRITOIRE DE LENS/HÉNIN-BEAUMONT

Ce projet doit permettre de favoriser la promotion de la santé auprès des habitantes et habitants de cinq communes autour des villes de Lens et Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais. Lancé en 2021 pour trois ans, le premier cycle de ce projet s'est poursuivi en 2022. Cette étape a permis de consolider les partenariats, de développer l'aller-vers dans plusieurs communes et de diversifier les thématiques abordées : prévention des risques cardiovasculaires, prévention des cancers (col de l'utérus, colorectal et du sein), vie affective, sexuelles et reproductive, rapport au corps...

En 2022, ce projet a touché 773 personnes par 683 interventions de sensibilisation, 72 ateliers d'éducation pour la santé ou 18 groupes en santé communautaire. La diversité des thématiques et l'approche adoptée ont permis de mieux comprendre les obstacles rencontrés par le public. L'équipe a ainsi pu proposer des temps d'échange de qualité dans l'optique de transformer durablement les comportements. La capitalisation des informations recueillies a également permis d'identifier les changements contribuant à réduire durablement la mortalité évitable et à améliorer les actions en santé publique.

La méconnaissance des droits et des structures, les difficultés administratives et la barrière linguistique sont autant d'obstacles freinant l'accès aux soins et à la prévention. Médecins du Monde plaide pour la mise en place en France d'une couverture

santé pour toutes et tous – sans considération de statut administratif – et pour le développement de dispositifs de soins adaptés aux personnes précaires comme la médiation en santé et l'accès à l'interprétariat.

EN CHIFFRES

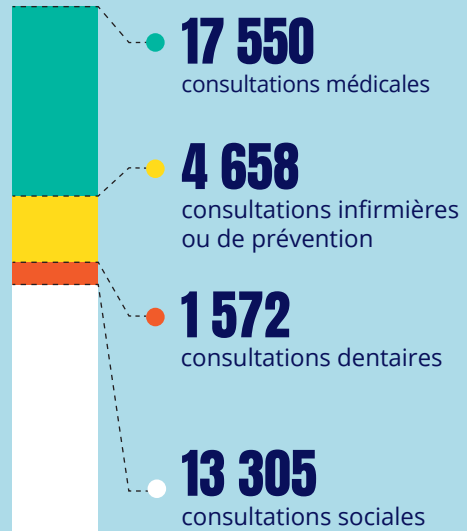
17 093 personnes reçues dans 14 centres d'accueil, de soins et d'orientations ou centres d'accueil d'orientation et d'accompagnement (CASO et CAO)

L'âge moyen des patients est de 33,6 ans.

10 %
de la file active est composée de mineurs

97,5 %
des personnes sont d'origine étrangère

96,8 %
déclarent vivre sous le seuil de pauvreté



MIGRATION, EXIL, DROITS ET SANTÉ

En matière d'accueil, l'année 2022 a été marquée par les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'arrivée de 50 000 réfugiés ukrainiens sur le territoire français. Grâce au régime de protection temporaire, ils ont pu être accueillis dignement. Très vite, les services de l'État ont su modéliser un parcours d'accueil facilitant l'affiliation à la protection maladie, l'accès à l'hébergement, la scolarisation... Médecins du Monde a dénoncé ce double standard et plaidé pour que tous les réfugiés, quelle que soit leur origine, puissent bénéficier des mêmes conditions d'accueil.

« Double standard », car les politiques qui précarisent les personnes exilées sont toujours à l'œuvre en France. Elles frôlent la maltraitance lorsque les pouvoirs publics refusent – plusieurs mois durant – l'installation d'un simple point d'eau sur un campement sordide à proximité de Dunkerque. Avec comme conséquence directe l'aggravation de l'état de santé des personnes. En réaction, Médecins du Monde a intenté des actions contentieuses devant le juge administratif pour que les places structurellement vacantes dans les centres d'accueil des portes de Paris et réservées aux réfugiés ukrainiens soient ouvertes aux personnes exilées vivant dans la rue.

NOTRE ACTION

Dans la majorité de ses programmes de France hexagonale et dans les Outre-mer, Médecins du Monde travaille avec des personnes en situation de migration. L'organisation met en place des initiatives « d'aller vers » à destination des personnes les plus précarisées, vivant dans des squats ou des campements. Les équipes proposent des consultations médicales, des soins infirmiers, des actions de prévention et un accompagnement social. Elles tiennent également compte des souffrances physiques et psychiques résultant à la fois des parcours d'exil et des conditions de vie indignes auxquelles ces personnes sont confrontées en France.

Entre l'Italie et la France

Dans les Hautes-Alpes, le passage entre l'Italie et la France constitue un axe majeur pour les

personnes souhaitant poursuivre leur parcours en Europe. En quête de sécurité, de liberté ou d'un avenir meilleur, les personnes en situation d'exil prennent de plus en plus de risques pour traverser les Alpes et rejoindre Briançon. Malgré des tensions grandissantes avec la police aux frontières, l'unité mobile de mise à l'abri (UMMA) de Médecins du Monde intervient dans la montagne, en lien avec les bénévoles de l'association Tous Migrants, pour secourir et mettre à l'abri les exilés qui tentent de traverser la frontière.

Auprès des mineurs non accompagnés

Bien que la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants représente une avancée pour les droits des mineurs, de nombreux enfants – particulièrement les plus vulnérables comme les mineurs non accompagnés, rencontrent toujours des difficultés d'accès aux droits et aux soins. Ces derniers sont confrontés à des défaillances persistantes dans leur accès à une protection au titre de l'aide sociale à l'enfance (ASE) qui sont lourdes de conséquences pour leur santé, en particulier lorsqu'ils sont exclus des dispositifs de protection de l'enfance.

Depuis 2015, Médecins du Monde développe des projets spécifiques auprès des mineurs non accompagnés exclus des dispositifs de protection de l'enfance dans les villes de Caen, Nantes et Toulouse. Les lieux d'accueil de jour offrent à ces jeunes une écoute, des consultations médicales et sociales, des ateliers collectifs de soutien psychosocial et de prévention à la santé, de l'orientation et de l'accompagnement dans l'accès aux biens essentiels, aux droits et aux soins. L'organisation accompagne également des mineurs non accompagnés, dans le cadre de ses autres programmes, partout en France : dans ses centres d'accueil de soins et d'orientation (Caso) ou lors des maraudes organisées auprès des personnes à la rue, en bidonvilles ou en squats, à Marseille, Lyon, Bordeaux, Saint-Denis, à la frontière franco-italienne ou encore sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais.

Face à la multiplication des discours d'exclusion qui considèrent trop souvent ces mineurs comme des migrants et non comme des enfants à protéger, Médecins du Monde plaide pour :

- la **mise à l'abri immédiate et inconditionnelle** des mineurs non accompagnés dans des conditions dignes et sécurisantes et dans les dispositifs de protection de l'enfance ;
- un **temps de répit préalable à l'évaluation de la minorité et de l'isolement** permettant à chaque mineur de se reposer, d'être mis en confiance, d'être informé ;
- un **accès immédiat à la santé et à une attention médico-psycho-sociale** par le biais d'un bilan de santé systématique et l'ouverture des droits à une couverture maladie universelle complète dès l'accueil provisoire d'urgence ;
- une **évaluation pluridisciplinaire, bienveillante et objective** de l'ensemble des facteurs de vulnérabilité et risques de danger auxquels ils ont été et sont toujours exposés – tout examen médico-légal visant à déterminer l'âge des mineurs non accompagnés doit être interdit ;
- **que le juge des enfants soit l'acteur central de l'évaluation et de la protection** des mineurs et qu'ils soient protégés et accompagnés jusqu'à ce que le juge ait statué en dernier ressort sur leur demande de protection.

REPÈRES

En 2022, 97 % des personnes accueillies dans nos 14 centres d'accueil, d'orientation et d'accompagnement (Caso) étaient de nationalité étrangère, une proportion qui reste stable au fil des ans. Plus de la moitié étaient en situation irrégulière. Près d'une personne sur deux souffre d'un retard de soins lors de sa première visite.

Plus de 12 % des personnes reçues dans les Caso étaient des demandeurs d'asile, deux personnes sur cinq étaient sans domicile fixe et moins d'un tiers bénéficiait de solutions d'hébergement prévues par le dispositif national d'accueil malgré le doublement du nombre de places d'hébergement dédiées aux demandeurs d'asile.

Les violences sur les parcours migratoires mais également les conditions de vie dans le pays dit « d'accueil » impactent fortement la santé de ces personnes.

MAYOTTE

En 2022, le contexte à Mayotte a été très largement marqué par la lutte contre l'immigration clandestine qui s'est traduite par des interpellations et des expulsions toujours plus nombreuses. En 2022, plus de 25 000 personnes ont été reconduites à la frontière. Cette politique répressive, cumulée à un ensemble de dispositifs dérogatoires, a pour conséquence d'augmenter le nombre de personnes sans droits, les éloignant ainsi de l'accès à la santé. Dans ce contexte, l'équipe de Médecins du Monde a lancé un programme visant à aller vers les populations éloignées des soins dans certains bidonvilles, pour les rapprocher du système de santé, et ainsi contribuer à diminuer les ruptures, les renoncements ou les recours tardifs aux soins.

GUYANE

En Guyane, l'année 2022 a été marquée par la crise continue de l'accueil des demandeurs d'asile. En réaction, l'équipe de Médecins du Monde a initié de nouvelles activités. Elle a notamment organisé une maraude inter-associative afin d'aller à la rencontre des demandeurs d'asile à la rue et de documenter les situations à des fins de plaidoyer. 2022 a aussi été l'année du démarrage opérationnel du dispositif « Pass de ville en Guyane » : ce programme permet aux personnes en situation de précarité et ayant besoin de soins chroniques d'accéder à la médecine de ville.

ENVIRONNEMENT NOCIF DANS LES LIEUX DE VIE ET DE TRAVAIL

La précarité, le mal-logement, la vie à la rue sont des traits communs à la majorité des personnes suivies par Médecins du Monde. Ces conditions de vie affectent gravement leur santé. Cette réalité concerne les personnes rencontrées lors des missions mobiles d'« aller vers », en bidonvilles, en squats, à la rue, ou dans les campements d'exilés, mais aussi les personnes rencontrées dans les centres d'accueil de soins et d'orientation (Caso).

En 2022, 92,9 % des patients reçus dans les centres de Médecins du Monde n'avaient pas de logement personnel – 27,1 % d'entre eux vivaient en habitat très précaire (à la rue, en hébergement d'urgence pour 15 jours ou moins, en squat ou en bidonville). La saturation persistante des hébergements d'urgence et la remise en cause répétée du principe de l'accueil inconditionnel impactent durement ces personnes.

PROMOUVOIR LA SANTÉ DES PERSONNES À LA RUE

En 2022, Médecins du Monde a poursuivi sa présence auprès des personnes à la rue et mal logées. Alors que 2020 et 2021 avaient été marquées par une augmentation et une pérennisation des places ouvertes en raison de la crise sanitaire, 2022 a été marquée par une saturation sans précédent des dispositifs d'hébergement. Les équipes de terrain constatent encore l'insuffisance et l'inadaptation des dispositifs aux besoins et situations des personnes vivant à la rue, notamment un manque d'accompagnement médico-social.

Notre action

Dans la rue ou dans les centres d'hébergement et d'accueil de jour, les équipes mobiles réalisent diverses actions :

- des accompagnements dans les démarches administratives et l'ouverture des droits ;
- une veille sanitaire, des consultations médicales, un soutien psychosocial et une médiation en santé ;
- l'information et la sensibilisation des acteurs médicaux et sociaux sur les enjeux de l'habitat et de la précarité.

À travers ces actions, Médecins du Monde témoigne

des difficultés rencontrées par les personnes sans abri à faire valoir leurs droits et à accéder aux soins. En plus de ses interventions sur le terrain et pour ne pas s'inscrire dans un processus de substitution, l'association plaide auprès des institutions en faveur de dispositifs d'hébergement et de logement adaptés et pérennes, et de dispositifs mobiles permettant un contact médico-psychosocial et un accès aux soins effectif des plus exclus. Médecins du Monde a également contribué à des mobilisations interassociatives afin d'alerter et de formuler des propositions pour lutter contre le sans-abrisme.

RENFORCER L'ACCÈS AU SOIN DES HABITANTS DES SQUATS ET BIDONVILLES

Les équipes de Médecins du Monde qui interviennent dans les squats et les bidonvilles constatent au jour le jour les conséquences néfastes de l'habitat ultra-précaire et des expulsions répétées sur la santé des personnes. Les expulsions sans relogement condamnent les habitants des lieux de vie informels à l'errance, les éloignent du système de santé, rompent la continuité des soins et compliquent la prévention et la lutte contre les épidémies. Pour bénéficier d'une couverture maladie, ces personnes font face à de multiples obstacles dans le parcours d'accès aux droits et se confrontent à d'interminables délais d'instruction.

La circulaire interministérielle du 25 janvier 2018 sur la résorption des bidonvilles témoigne d'une évolution positive de l'action publique en faveur de solutions durables. Mais cette politique manque, encore en 2022, d'effectivité. D'après l'Observatoire des expulsions de lieux de vie informels, 2 078 expulsions ont eu lieu entre le 1^{er} novembre 2021 et le 31 octobre 2022, sans diagnostic social préalable, ni proposition d'orientation dans plus de 95 % des cas.

Notre action

Médecins du Monde intervient dans les squats et les bidonvilles pour proposer aux habitants un accès aux soins et aux droits ou les orienter vers des structures de santé, en accordant une attention particulière à la santé des femmes et des enfants.

La médiation en santé est particulièrement adaptée à ces situations. Les médiateurs en santé de Médecins du Monde travaillent avec des partenaires associatifs et de droit commun pour améliorer la prise en charge des habitants des bidonvilles et renforcer leur capacité à recourir aux soins et aux droits de façon autonome.

Favorable à une politique de résorption qui tienne compte de la participation des personnes concernées, Médecins du Monde insiste sur l'importance

de solutions concertées et de propositions de relogement adaptées et pérennes. En l'absence de propositions dignes et en attendant leur élaboration en lien avec les habitants, l'association milite pour une stabilisation temporaire des personnes et une sécurisation sanitaire des lieux de vie. Dans ce cadre, en 2022, l'association a contribué à plaider en faveur d'une évolution du cadre législatif et réglementaire en matière d'accès à l'eau.

PAS DE SANTÉ SANS TOIT

Depuis 1993, à Paris, Médecins du Monde intervient auprès de personnes isolées présentant des problèmes de santé et vivant à la rue. Bien que plusieurs dispositifs existent pour répondre à une partie de leurs besoins (maraudes, accueils de jour, etc.), les structures médico-sociales de droit commun demeurent inadaptées et sous-dimensionnées, et la coordination entre acteurs médicaux et sociaux reste limitée.

Leurs parcours de soins sont ainsi souvent hachés et défailant, en amont de la prise en charge comme en aval : la personne n'ayant pas été soignée au moment opportun et n'ayant pas bénéficié d'un suivi médical et social adéquat après un passage dans une structure de soins,

se retrouve de nouveau à la rue. De nombreuses personnes sans domicile fixe patissent ainsi d'un cycle infernal de remises à la rue, dégradant à chaque fois un peu plus leur état de santé et leur confiance dans les équipes et structures de prise en charge.

Face à ces constats et en plus de ses maraudes et accueils médico-sociaux, Médecins du Monde travaille à la mise en place d'un parcours intégré allant de la rue au logement, en lien avec des acteurs de différents secteurs (rue, santé, logement) et les personnes concernées. Ce dispositif s'adressera aux personnes sans abri chroniques souffrant d'une pathologie et leur proposera un parcours adapté permettant une sortie pérenne de la rue vers le logement.

DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Vivre librement sa sexualité, sans danger ni violence, sans crainte d'une grossesse non-intentionnelle ou d'infections sexuellement transmissibles (IST) est un enjeu de santé clé. Pourtant, Médecins du Monde constate que l'accès à des informations fiables et sans jugement, ainsi qu'à des services de prévention et de soins pour bien vivre et comprendre sa sexualité reste un défi majeur en France, surtout pour les plus précaires.

UN CADRE D'INTERVENTION HOLISTIQUE

Médecins du Monde agit en faveur d'un accès universel à des services de santé sexuelle et reproductive complets et de qualité. Cependant, même si ces services existent, ils ne sont pas nécessairement accessibles à toutes et à tous. C'est pourquoi Médecins du Monde a adopté une définition élargie des « droits et santé sexuels et reproductifs » (DSSR), qui valorise l'exercice de ces droits comme préalable indispensable à la santé sexuelle et reproductive.

Les actions de Médecins du Monde s'inscrivent dans une approche complémentaire de santé publique, de promotion des droits humains et de lutte contre les inégalités de genre afin de lever les barrières d'accès à la santé sexuelle et reproductive et répondre au mieux aux besoins des populations. En 2022, Médecins du Monde continue d'affirmer sa vision inclusive du genre, pour que chaque personne – quel que soit son sexe, son identité de genre ou son orientation sexuelle – puisse prendre les décisions qui concernent son corps, avoir une vie sexuelle autonome et satisfaisante, et accéder à des services de qualité.

DES BESOINS CONSIDÉRABLES ET NON SATISFITS

En France, les équipes de Médecins du Monde rencontrent principalement des personnes précarisées, dont les droits sexuels et reproductifs

sont bafoués et l'accès à la prévention et aux soins de santé sexuelle et reproductive très limité. Ces personnes cumulent de nombreux facteurs de vulnérabilité et de discriminations qui les éloignent du système de soins et les surexposent aux risques d'infections sexuellement transmissibles, aux violences liées au genre et aux grossesses non-intentionnelles.

En 2022, les populations rencontrées par les équipes de Médecins du Monde présentent d'importants besoins non satisfaits en matière de droits et santé sexuels et reproductifs :

- **plus de 80 %** des femmes en âge de procréer n'utilisent aucune **contraception** ;
- **1 femme enceinte sur 3** présente un retard de **suivi de grossesse** ;
- **plus de 70 %** des personnes ne connaissent pas leur statut sérologique pour le **VIH, le VHB et le VHC** ;
- **9 femmes sur 10** ne savent pas si elles ont déjà réalisé un **dépistage du cancer du col de l'utérus**³.

Nos enjeux

Médecins du Monde œuvre à améliorer l'accès à une prévention et une prise en charge de qualité en matière de droits et de santé sexuels et reproductifs (DSSR) pour toutes et tous, y compris les populations précarisées. Plus spécifiquement, nos équipes interviennent en lieux fixes et directement auprès des personnes précarisées. Leur objectif est de :

- renforcer l'accès à des services de prévention et de prise en charge de qualité en DSSR ;
- renforcer les capacités des personnes à agir sur leurs droits et santé sexuels et reproductifs ;
- contribuer aux politiques publiques locales, territoriales et nationales afin d'intégrer les enjeux clés de DSSR des personnes vulnérabilisées et/ou précarisées.

³ Données issues des entretiens de prévention et consultations médicales réalisés en 2022 dans les centres d'accueil, de soin, et d'orientation de Médecins du Monde.

PROGRAMME TRANSVERSAL PRÉVENTION DSSR

En 2022, 30 projets de Médecins du Monde en France – soit plus de la moitié des projets –, réunis au sein d'un programme transversal Prévention DSSR, mettent en œuvre des activités visant à renforcer un accès effectif aux DSSR en France hexagonale et dans les territoires d'Outre-mer. Selon les territoires et les projets, sont mis en œuvre :

- des entretiens individuels de prévention et des ateliers collectifs sur les DSSR ;
- une offre de dépistage en partenariat avec les institutions publiques et les laboratoires de ville ;
- une mise à disposition de matériels de prévention comme des préservatifs, des autotests, des outils de contraception ;
- l'orientation et/ou l'accompagnement des personnes vers les structures de droit commun, par exemple vers des centres de santé sexuelle, de protection maternelle et infantile, etc. ;

- l'implication des personnes dans leur prise en charge *via* la médiation en santé, le recours à l'interprétariat, les techniques de *counseling* ;
- la documentation de l'état de santé sexuelle et reproductive des personnes et des dysfonctionnements dans l'accès aux services et aux droits relatifs à la santé sexuelle et reproductive ;
- le plaidoyer en faveur de politiques publiques en la matière.

En 2022, Médecins du Monde a œuvré pour maintenir, renforcer et redynamiser les activités de prévention, qui ont été ralenties par la pandémie de Covid-19. L'association a mené un important travail de renforcement des capacités de ses équipes et de ses partenaires, et de structuration de son approche de la thématique et des enjeux liés. L'objectif : assurer son appropriation par l'ensemble des équipes et ainsi, améliorer la qualité des interventions.



RÉDUCTION DES RISQUES

RENFORCER L'ACCÈS AUX SOINS DES PERSONNES CONSOMMATRICES DE DROGUES

Face à la dégradation croissante de la situation des personnes consommant des drogues dans l'espace public du nord-est parisien depuis 2021, Médecins du Monde s'engage à nouveau sur le terrain. Le contexte actuel est marqué par une forte accessibilité du crack et la diversification des profils de personnes consommatrices de substances psychoactives – alcool, médicaments, produits illicites –, notamment de personnes migrantes originaires du Sénégal, Guinée, Éthiopie, Somalie jusqu'à présent non identifiées comme consommatrices.

Fin 2021, les pouvoirs publics ont concentré et parqué ces personnes dans le square de Forceval, aux portes de Paris, créant une situation digne d'une crise humanitaire. La médiatisation de la situation n'a fait que renforcer les prises de position politiques dogmatiques et alimenter un climat particulièrement hostile envers les usagers de drogues, mettant à mal le travail des professionnels de la réduction des risques.

Ces personnes à l'état de santé souvent altéré se heurtent pourtant à plusieurs difficultés qui entravent leur accès à une prise en charge adéquate :

- les services adaptés aux femmes sont rares, pour faciliter leur prise en charge comme leur accès à des espaces de repos ou d'hébergement dédiés ;
- les dispositifs existants sont souvent insuffisants et rarement adaptés pour permettre une prise en charge qualitative, notamment des personnes exilées ;
- les acteurs du secteur médico-social sont épuisés par le manque de moyens et l'incapacité du politique à apporter une solution cohérente.

Notre action

Médecins du Monde a mené plusieurs actions sur le terrain : permanences mobiles dédiées aux femmes proposant des dépistages, permanences à l'espace de repos géré par des

associations partenaires et des groupes de paroles sur les consommations de produits psychoactifs en présence d'interprètes, maraudes, notamment au square de Forceval. L'association a également organisé des formations pour renforcer les compétences des acteurs qui interviennent auprès de personnes migrantes. En complément des actions de terrain, Médecins du Monde s'est uni aux acteurs professionnels du secteur du soin et du médicosocial pour dénoncer une catastrophe sanitaire, orchestrée par la préfecture de Police avec le soutien du gouvernement.

Cette coalition inter-associative a présenté un rapport public, *Plan pour la disparition des scènes ouvertes de drogues*⁴, qui dresse le bilan du premier plan crack et formule une série de recommandations. Resté lettre morte, ce rapport n'a pas empêché une nouvelle évacuation du camp, marquée par la dispersion et le harcèlement policier des personnes. Pourtant, aucun dispositif supplémentaire n'a été mis en place et les projets de haltes soins addiction, nouveau terme désignant les salles de consommation à moindre risque, sont au point mort.

ACCOMPAGNER LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU SEXE

En lien avec d'autres associations, Médecins du Monde travaille pour que les politiques de santé prennent en compte les besoins spécifiques des travailleurs et travailleuses du sexe (TdS), dans une approche de réduction des risques. L'association milite contre la pénalisation du travail sexuel et pour un soutien accru aux associations de santé communautaires qui sont les mieux à même de répondre aux besoins. Les programmes de Médecins du Monde à Montpellier, à Paris et à Rouen favorisent l'accès à la santé et aux droits des travailleuses et travailleurs du sexe à travers des actions d'aller-vers, d'accueil et d'accompagnement. Médecins du Monde porte également un programme national de lutte contre les violences commises à leur rencontre dans le cadre de leurs activités.

4 Disponible en ligne.

Repères

98 bénévoles ont permis de réaliser plus de **10 264 contacts (rue et internet)** ainsi que l'accompagnement et l'orientation de **839 personnes**.

Nos enjeux

Face à la précarisation des travailleuses et travailleurs du sexe et à l'augmentation des violences observées sur le terrain, Médecins du Monde plaide pour :

- la garantie d'un accès effectif aux droits et à la santé et le maintien de dispositifs de réduction des risques ;
- l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de protection des victimes de violence ;
- l'implication des travailleurs et travailleuses du sexe dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de santé qui les concernent ;
- l'abrogation du parcours de sortie de prostitution défini par la loi du 13 avril 2016 au profit de véritables dispositifs permettant aux personnes qui le souhaitent de trouver une autre activité génératrice de revenus ;
- l'abrogation de la pénalisation des clients et la décriminalisation du travail du sexe.

PROGRAMME JASMINE

Jasmine est un projet visant à lutter contre les violences faites aux travailleuses du sexe (TdS). Il dispose d'un site internet disponible en 10 langues qui permet aux TdS de signaler les violences dont elles font l'objet, les auteurs de ces actes, ainsi que les signalements ayant été effectués par d'autres TdS.

Le site a également une fonction d'outithèque grâce au partage d'informations relatives à la santé et aux structures médico-sociales.

Ainsi sur le site et les outils Jasmine, on été recensés :



1 600
personnes inscrites
au 31 décembre 2022



151 361
visites
en 2022



2 329
faits de violence
signalés en 2022



3 367
abonnés Instagram



2 216
abonnés Twitter

ANNUAIRE DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES

ALSACE

24 rue du Maréchal Foch, 67000 STRASBOURG
T : 03 88 14 01 00
alsace@medecinsdumonde.net

AQUITAINE

2 rue Charlevoix de Villers, 33300 BORDEAUX
T : 05 56 79 13 82
aquitaine@medecinsdumonde.net

AUVERGNE / RHÔNE-ALPES

11/15 boulevard Vivier Merle, 69003 LYON
T : 04 72 92 49 25 / 06 03 56 06 04
rhone-alpes@medecinsdumonde.net

CORSE

Chez le Secours Catholique
6 boulevard Danielle Casanova, 20000 AJACCIO
T : 06 61 37 83 75
caso.ajaccio@medecinsdumonde.net

GUYANE

32 rue Vermont Polycarpe, 97300 CAYENNE
T : 05 94 28 36 77
mf.cayenne@medecinsdumonde.net

HAUTS-DE-FRANCE

129 boulevard Montebello, 59000 LILLE
T : 09 83 85 54 78
hauts-de-france@medecinsdumonde.net

ÎLE-DE-FRANCE

15 boulevard de Picpus, 75012 PARIS
T : 01 43 14 81 99 / 07 64 45 78 59
ile-de-france@medecinsdumonde.net

LANGUEDOC-ROUSSILLON

18 rue Henri Dunant, 34090 MONTPELLIER
T : 04 99 23 27 17
languedoc-roussillon@medecinsdumonde.net

LORRAINE

13 B rue de la Ravinelle, 54000 NANCY
T : 03 83 27 87 84 / 06 65 34 51 98
lorraine@medecinsdumonde.net

MIDI-PYRÉNÉES

5 boulevard de Bonrepos, 31000 TOULOUSE
T : 05 61 63 78 78
Delegation-Midi-Pyrenees@medecinsdumonde.net

NORMANDIE

5 rue d'Elbeuf, 76100 ROUEN
T : 02 35 72 56 66
normandie@medecinsdumonde.net

OCÉAN INDIEN

22 rue Saint-Louis, 97460 SAINT-PAUL
T : 02 62 21 71 66
ocean-indien@medecinsdumonde.net

PACA

129, avenue de Toulon, 13005 MARSEILLE
T : 04 95 04 59 62 / 06 18 41 18 16
delegationpaca@medecinsdumonde.net

PAYS DE LA LOIRE

33 rue Fouré, 44000 NANTES
T : 02 40 47 36 99
pays-de-la-loire@medecinsdumonde.net

POITOU-CHARENTES

169 rue Saint-Roch, 16000 ANGOULÊME
T : 09 51 13 57 16
poitou-charentes@medecinsdumonde.net





En 2022, l'ensemble du réseau international s'est mobilisé pour apporter une réponse d'urgence à plus de 200 structures de santé et centres d'hébergement temporaire en Ukraine. 17 unités mobiles ont été déployées par les membres en Ukraine et dans les pays voisins.

MOBILISATION POUR L'UKRAINE

Depuis 2015, Médecins du Monde intervient en Ukraine pour fournir des soins de santé primaires complets, notamment des services de santé sexuelle et reproductive, de santé mentale et un soutien psychosocial. Ces soins sont apportés aux populations vivant le long de la ligne de front, une zone conflictuelle qui sépare les territoires contrôlés par le gouvernement ukrainien et ceux sous contrôle militaire temporaire de la Russie.

En réaction à l'invasion déclenchée par la Russie le 24 février 2022, l'association a mobilisé son réseau international pour intensifier son intervention. Les équipes de Médecins du Monde Allemagne, Belgique, Espagne, France et Grèce opèrent en Ukraine et dans les pays voisins, à travers des cliniques mobiles, ou en soutien au système de santé public et à des acteurs de la société civile. En parallèle, Médecins du Monde Portugal et Pays-Bas, qui ne sont pas présents dans le pays, s'attachent à développer des partenariats avec des acteurs locaux.

Le réseau contribue à répondre aux besoins humanitaires les plus urgents de la population affectée en assurant la livraison de matériel médical et de médicaments essentiels à plus d'une centaine de structures de santé et de centres d'hébergement temporaire. Une attention particulière est portée à la prise en charge en santé mentale et à l'appui psychosocial. Au fil des mois, l'intervention s'est étendue à de nouvelles régions à l'ouest et au sud du pays.

Le réseau Médecins du Monde s'implique également dans la crise provoquée par le déplacement de la population ukrainienne dans les pays voisins, la Moldavie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. L'objectif : améliorer la santé et le bien-être des réfugiés en facilitant leur accès aux services de

soins de santé primaires. En 2022, près de 26 millions d'euros ont été mobilisés par l'ensemble des membres du réseau pour mener ces actions.

TROIS PARTENARIATS ENTRE MEMBRES DU RÉSEAU

Un partenariat avec Médecins du Monde Espagne pour intervenir en Afghanistan

Depuis 2022, Médecins du Monde Espagne et France ont réouvert la mission Afghanistan dans un contexte particulièrement tendu. Un programme commun est mis en œuvre à Kaboul pour appuyer le système de santé : Médecins du Monde France est responsable du pilotage général de la mission, tandis que les équipes Espagne apportent leur expertise en santé mentale et leur soutien au recrutement des personnels expatriés.

En Haïti, le réseau international accroît son soutien aux structures publiques de santé

Quatre membres du réseau sont présents en Haïti : Médecins du Monde Argentine, Canada, Espagne et Suisse. À la suite du tremblement de terre de 2021, des actions spécifiques ont été mises en place : fourniture de matériel, d'équipements et de médicaments, distribution de kits nutritionnels aux familles les plus affectées, prise en charge psychosociale. L'instabilité et les violences qui frappent le pays compliquent les interventions. Depuis l'automne 2022 et la résurgence épidémique du choléra, Médecins du Monde conduit également des actions de prévention et de prise en charge du choléra.

Le projet de Médecins du Monde France à Vintimille transféré à l'Italie

Grâce à ce projet, plus de 850 personnes migrantes et exilées à Vintimille ont accès à des soins. Médecins du Monde Italie, dix-septième et dernier membre à avoir rejoint le réseau, reprend les activités menées à la frontière entre l'Italie et la France. Des bénévoles de la délégation Provence-Alpes-Côte d'Azur de Médecins du Monde France continuent d'y participer.

RÉSEAU INTERNATIONAL

PLAIDOYER

Une victoire pour un meilleur accès aux médicaments

Le réseau international Médecins du Monde se mobilise pour un droit à la santé effectif pour toutes et tous. L'accès aux médicaments est une composante essentielle de ce combat. En novembre 2022, l'Office européen des brevets (OEB) a confirmé une partie de sa décision rendue en première instance en 2016, donnant raison à Médecins du Monde dans son opposition à l'un des brevets clés déposé par Gilead sur le sofosbuvir, traitement essentiel contre l'hépatite C.

La formule chimique à l'origine du médicament n'est plus sous protection de brevet, malgré les revendications de l'industriel. Cependant, la combinaison reste protégée. En raison d'un retard de procédure, l'OEB doit encore se positionner et décider si la combinaison brevetée possède une activité inventive. Médecins du Monde se félicite d'avoir démontré que le brevet n'était pas fondé. Cette décision constitue une véritable avancée : elle donne la possibilité aux États de recourir à la licence d'office, permettant la production ou l'importation de versions génériques moins coûteuses du médicament rendant ainsi le traitement accessible à l'ensemble des personnes qui en ont besoin.

ADOPTION DU PREMIER PLAN STRATÉGIQUE

Consolider les fondations du réseau, agir et grandir pour plus d'impact

Élaboré collectivement au premier semestre 2022 et adopté en octobre de la même année, le plan stratégique constitue une feuille de route pour la période 2023-2025. Médecins du Monde aspire à renforcer la coordination opérationnelle, mutualiser les ressources sur ses terrains d'intervention, définir des standards de qualité communs et à mieux porter collectivement ses plaidoyers pour le droit à la santé.

L'association vise également à renforcer les liens et les relations entre les membres du réseau, promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion en notre sein ainsi qu'à définir le futur du réseau en envisageant son élargissement à de nouveaux membres plus divers.

CHIFFRES-CLÉS

Au total, le réseau international de Médecins du Monde mène **452 programmes** dans **76 pays**.

260 programmes internationaux dans 59 pays :



Afrique
128 programmes
dans **24** pays

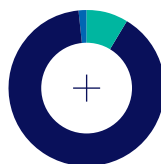
Amériques
58 programmes
dans **10** pays

Asie
16 programmes
dans **9** pays

Moyen-Orient
29 programmes
dans **5** pays

Europe
29 programmes
dans **11** pays

192 programmes nationaux dans 17 pays :



Amériques
17 programmes
dans **3** pays

Europe
172 programmes
dans **12** pays

Asie
3 programmes
dans **2** pays

LES ASSOCIATIONS

MÉDECINS DU MONDE ALLEMAGNE

www.aerztederwelt.org

Président : **Dr Peter Schwick**

MÉDECINS DU MONDE ARGENTINE

www.mdm.org.ar

Président : **Dr Damian Verzeñassi**

MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE

www.medecinsdumonde.be

Présidente : **Dr Claire Bourgeois**

MÉDECINS DU MONDE CANADA

www.medecinsdumonde.ca

Président : **Dr David-Martin Milot**

MÉDECINS DU MONDE ESPAGNE

www.medicosdelmundo.org

Président : **Dr Jose Fernandez**

MÉDECINS DU MONDE ÉTATS-UNIS

www.doctorsoftheworld.org

Président : **Dr Glenn Fennelly**

MÉDECINS DU MONDE FRANCE

www.medecinsdumonde.org

Présidente : **Dr Florence Rigal**

MÉDECINS DU MONDE GRÈCE

www.mdmgreece.gr

Présidente : **Dr Hara Tziouvara**

MÉDECINS DU MONDE ITALIE

<https://medicidelfmondo.it/>

Présidente : **Mme Veronica Forin**

MÉDECINS DU MONDE JAPON

www.mdm.or.jp

Président : **M. Gaël Austin**

MÉDECINS DU MONDE LUXEMBOURG

www.medecinsdumonde.lu

Président : **Dr Bernard Thill**

MÉDECINS DU MONDE PAYS-BAS

www.doktersvandewereld.org

Président : **Dr Hendrik Verschuur**

MÉDECINS DU MONDE PORTUGAL

www.medicosdomundo.pt

Président : **Dr Abílio Antunes**

MÉDECINS DU MONDE ROYAUME-UNI

www.doctorsoftheworld.org.uk

Président : **Dr James Elston**

MÉDECINS DU MONDE SUÈDE

www.lakareivarlden.org

Président : **Dr Thomas Aven**

MÉDECINS DU MONDE SUISSE

www.medecinsdumonde.ch

Président : **Dr Dominik Schmid**

MÉDECINS DU MONDE TURQUIE

www.dunyadoktorlari.org.tr

Président : **M. Hakan Bilgin**



- PROGRAMMES INTERNATIONAUX
- PROGRAMMES NATIONAUX



SUÈDE

RUSSIE

POLOGNE

SLOVAQUIE

UKRAINE

CROATIE

MOLDAVIE

ROUMANIE

BULGARIE

BOSNIE

GÉORGIE

ITALIE

GRÈCE

TURQUIE

ARMÉNIE

AFGHANISTAN

TUNISIE

LIBAN

SYRIE

IRAK

PALESTINE

ÉGYPTÉ

PAKISTAN

NÉPAL

BANGLADESH

MYANMAR

JAPON

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

SOUDAN DU SUD

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

YÉMEN

ÉTHIOPIE

LAOS

PHILIPPINES

CAMBODGE

MALAISIE

Océan Pacifique

Océan Indien

TANZANIE

MOZAMBIQUE

MADAGASCAR

ZIMBABWE

Médecins du Monde s'engage sur des principes de gestion financière.

RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Médecins du Monde est agréé par le Comité de la charte – Don en Confiance et s'attache tout particulièrement à respecter les principes de ce comité dont la rigueur de gestion et la transparence financière.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

Médecins du Monde est soumis au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le commissaire aux comptes (cabinet Mazars depuis 2020).

Des audits approfondis sont menés par les bailleurs de fonds publics français (notamment l'Agence française de développement), européens (DG Echo - agence humanitaire de la Commission européenne, par exemple) ou internationaux (comme les Nations unies).

LE COMITÉ DES DONATEURS

Médecins du Monde s'appuie sur un comité des donateurs indépendant qui analyse et interroge régulièrement le travail de l'association.

LE COMITÉ D'AUDIT

Afin d'améliorer l'efficacité de l'organisation, un comité d'audit et un service audits ont été créés en 2019. Le comité réunit des membres du conseil d'administration et deux personnalités qualifiées extérieures, parmi lesquelles son président. Il facilite la prise de décision du conseil d'administration et a pour mission de donner son avis sur la qualité de l'information financière de l'association, la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne.

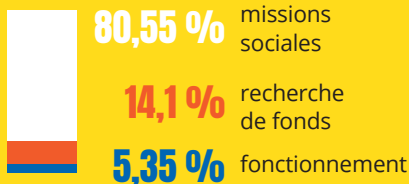
LE PÉRIMÈTRE FINANCIER

Le périmètre financier de Médecins du Monde France comprend également les flux financiers avec certaines associations du réseau international de Médecins du Monde : MdM-Allemagne, MdM-Belgique, MdM-Canada, MdM-Espagne, MdM-États-Unis, MdM-Italie, MdM-Japon, MdM-Pays-Bas, MdM-Royaume-Uni, MdM-Suède et MdM-Turquie.

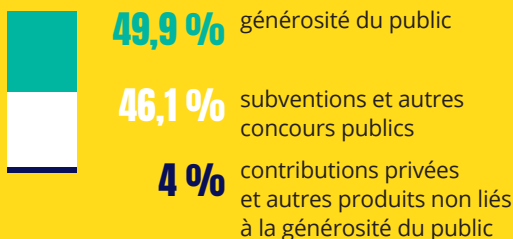
Le rapport financier détaillé de l'association est accessible sur le site internet : medecinsdumonde.org

DÉPENSES/RESSOURCES MÉDECINS DU MONDE FRANCE

Dépenses *



Ressources *



* Hors variations de provisions et fonds dédiés

FINANCEMENT



Les liens avec les institutions internationales sont indispensables pour les ONG actives dans le domaine humanitaire. Ces institutions sont à la fois des bailleurs importants et des instances politiques de premier plan. Médecins du Monde développe des partenariats avec certaines institutions lui permettant d'influencer les politiques internationales. L'association participe par ailleurs à différents collectifs d'ONG facilitant l'accès aux instances de décision internationales afin de développer un plaidoyer au nom de ces ONG.

L'UNION EUROPÉENNE

Parmi les différents organes de l'Union européenne, les deux principales institutions de solidarité de la Commission européenne sont la direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA).

- Le mandat de la DG ECHO consiste à porter assistance et secours d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles ou de conflits en dehors de l'UE. La DG ECHO intervient à travers près de 200 partenaires (ONG européennes, réseau Croix-Rouge, agences spécialisées des Nations unies). En 2023, la DG ECHO dispose d'un budget initial de 1,75 milliards d'euros).
- La mission de la DG INTPA est de mettre en œuvre les instruments d'aide extérieure de la Commission européenne, un des principaux contributeurs en matière d'aide publique au développement.

Depuis sa création il y a 30 ans, le réseau Mdm est un acteur majeur du collectif VOICE (Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies), basé à Bruxelles, interface entre les ONG européennes humanitaires et les institutions de l'UE (Commission européenne DG ECHO, Parlement européen, États membres). VOICE regroupe plus de 80 ONG européennes dont les plus importantes en taille et en influence. Mdm France, au nom du réseau

Mdm, est actif dans différents groupes de travail de VOICE comme le « Humanitarian Partnership Watch Group ».

- Mdm intervient auprès de la DG INTPA par l'intermédiaire de CONCORD (European confederation of relief and development NGOs.) *via* le collectif français des ONG Coordination SUD, qui assure un lobbying auprès des institutions de l'Union et participe à l'élaboration de positions communes sur la politique de développement européenne et les grands enjeux des relations Nord-Sud.

LES NATIONS UNIES

- Le Conseil économique et social (Ecosoc) est l'organe principal de coordination des activités économiques et sociales de l'ONU et de ses organismes et institutions spécialisés. Le réseau international de Mdm dispose du statut consultatif de rang 1 lui permettant de mener des actions de lobbying, notamment auprès de la Commission des droits de l'homme. Il a le statut d'observateur dans cet organe subsidiaire de l'Ecosoc.
- Le réseau international de Mdm assure une représentation au sein du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).
- Depuis début 2018, Mdm a été admise en tant que partenaire officiel de l'OMS et nous sommes membres actifs du groupe de référence de la société civile travaillant sur les recommandations de l'OMS concernant les hépatites virales.
- Mdm est membre du International Council of Voluntary Agencies (ICVA), réseau d'ONG qui concentre ses efforts sur les questions humanitaires, basé à Genève. ICVA regroupe plus de 150 ONG internationales travaillant dans 160 pays. Ce réseau a pour mission de promouvoir et de plaider pour une action humanitaire plus efficace et plus éthique. Il intervient auprès des instances onusiennes, en abordant différents dossiers thématiques tels que l'articulation entre humanitaires et militaires ou la protection des civils dans les conflits armés, ainsi que l'augmentation des fonds alloués aux ONG, internationales et nationales.

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

LE FONDS MONDIAL

Le Fonds mondial (Global Fund) de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est une institution financière internationale multilatérale créée en 2002 qui alloue des subventions pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial a investi plus de 5 milliards de dollars US en 2021. Dans l'ensemble, dans les pays où le Fonds mondial investit, le nombre annuel de décès liés au sida, à la tuberculose et au paludisme a diminué de moitié depuis le pic des épidémies.

À noter que MdM bénéficie également de subventions de l'Initiative (géré par Expertise France), soutien supplémentaire de la France au Fonds mondial.

L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Institution financière, l'Agence française de développement (AFD) fait partie du dispositif français de l'aide publique en faveur des pays pauvres. Sa mission est de participer financièrement à des projets de développement. Depuis 2009, l'AFD a le mandat de financer les ONG françaises par le biais de la Division du partenariat avec les ONG (DPA-OSC), qui pilote le partenariat avec les ONG et assure le suivi des initiatives portées par celles-ci. En tant que membre de Coordination SUD, MdM participe aux différentes discussions entre les ONG françaises et l'AFD, tant sur la stratégie de l'AFD que sur ses modalités de financement.

En dehors de la CPP (Convention de Partenariat Pluriannuel), cf encadré ci-dessous, MdM a bénéficié en 2022 de financements de l'AFD au Liban pour un consortium dont MdM est chef de file. MdM participe également à un consortium en Moldavie financé par l'AFD. Enfin, MdM fait partie du projet « Feminist Opportunities Now (FON) » sous la responsabilité de IPPF Afrique sélectionné par l'AFD en 2022 dans le cadre des fonds féministes français.

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN

Le Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères et du Développement international gère les crédits publics français destinés aux actions humanitaires d'urgence (Fonds humanitaire d'urgence : FUH, Fonds de stabilisation). Il dispose d'un budget de près de 200 millions d'euros en 2023. En dehors des financements, MdM est en lien stratégique et institutionnel avec le CDCS au travers de la Commission Humanitaire de Coordination SUD.

COOPÉRATIONS BILATÉRALES

En dehors des fonds publics français, Médecins du Monde bénéficie du soutien de coopérations bilatérales. Grâce à la participation active de son réseau, MdM est un partenaire du ministère des Affaires Étrangères allemand (GFFO) et le ministère de la Coopération- BMZ (*via* MdM Allemagne depuis Munich, de la DGD (*via* MdM Belgique depuis Bruxelles), des Affaires Mondiale Canada (*via* MdM Canada depuis Montréal) et de USAID/ BHA (*via* MdM États-Unis depuis New York). Par ailleurs, MdM est régulièrement soutenu par la DDC (Direction Développement et de la Coopération) suisse ainsi que par le gouvernement des Pays-Bas en Algérie et de Monaco à Madagascar.

LA CONVENTION DE PARTENARIAT PLURIANNUEL ENTRE L'AFD ET MÉDECINS DU MONDE

L'Agence française de développement (AFD) a soutenu MdM dès 2010 à travers un outil de financement appelé « Convention Programme », centré sur les thématiques prioritaires que sont la santé sexuelle et reproductive, déclinée en « Grossesses non désirées » en 2017, et réduction des risques, déclinée en « accès aux traitements de l'hépatite C » en 2016.

En 2018, MdM a signé avec la Division du partenariat (initiatives OSC) avec les ONG une convention de partenariat pluriannuel, nouvel instrument de 4 ans (2018-2021). Cette CPP d'un montant de 8,8 millions d'euros permet de cofinancer une dizaine de projets au cours de deux phases de deux ans, tout en développant des activités transversales pour développer les connaissances, le plaidoyer et la notoriété sur les thématiques sélectionnées.

Une deuxième phase de cette CPP a été acceptée en 2022 pour la période 2022-2025, pour un montant prévu de 9,3 millions d'euro. Elle a pour objectif principal d'améliorer l'accès aux services de santé et aux droits des populations vulnérables, à travers la promotion et la diffusion de programmes pilotes et d'expertises en réduction des risques (focus « travailleurs/euses du sexe »), droits et santé sexuels et reproductifs (« cancer du col de l'utérus ») et santé-environnement. Ce financement permet initialement de couvrir 9 projets, en Afrique (Algérie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Madagascar) et en Asie (Myanmar, Népal, Philippines).

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale élit pour trois ans les membres du conseil d'administration (CA), au nombre de douze, auxquels s'ajoutent trois suppléants. Le CA élit en son sein, pour un an, le président et le bureau de l'association : le vice-président, le trésorier et le secrétaire général. Le CA, organe exécutif de l'association, se réunit mensuellement et prend toutes les décisions d'orientation de l'association.

À l'issue de l'assemblée générale du 25 juin 2022, l'association a élu son conseil d'administration :

Présidente

Docteur Florence Rigal, médecin interniste

Vice-présidente

Docteur Françoise Sivignon, médecin radiologue, membre du Conseil économique, social et environnemental

Secrétaire générale

Anne Guilberte, formatrice en santé publique

Trésorier

Mustapha Benslimane, directeur d'établissement médico-social

Sont membres du conseil d'administration :

Sophie Alary, directrice de programmes d'insertion, *a démissionné*

Marie Bécue, consultante, experte genre et climat, *a démissionné*

Paul Bolo, médecin généraliste, *a démissionné*

Bertrand Brequeville, chargé de recrutement

Antoine Lazarus, médecin, professeur honoraire de santé publique et médecine sociale

Marc Tyrant, médecin hospitalier

Elsa Vidal, consultante en action humanitaire et évaluation de programmes, assesseure à la Cour nationale du droit d'asile, *a démissionné*

Guillaume Fauvel, médecin territorial

Betty Azocar, consultante en santé communautaire à la direction de la santé Pudahuel, Chili

Jean-François Corty, médecin salarié de la ville de Paris

Guillaume Pegon, docteur en sociologie et en anthropologie, psychologue clinicien, *a démissionné*

DIRECTION DE MÉDECINS DU MONDE

Directeur général : **Joël Weiler**

Directrice des opérations internationales :

Helena Ranchal

Directeur des opérations France : **Yannick Le Bihan**

Directrice financière : **Jennie Saint-Sulpice**

Directrice chats, logistique, informatique :

Alice Tessier

Directrice des ressources humaines :

Fanny Martin-Born

Directeur de la communication

et du développement : **Jean-Baptiste Matray**

Directrice santé et plaidoyer : **Sandrine Simon**

ORGANISATION



NOS PARTENAIRES PRIVÉS

LES FONDATIONS ET ENTREPRISES

Aide et Action, Americares Foundation INC, Association Escale, Association Recherche et Développement, Groupe Apicil, Arkea Banque Privée, Asinitas, Association Ouest-France Solidarité, Axa Banque, BPE, Bulgarian Fund for Women Foundation, Care, CIC, CNP Assurances, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel de Bretagne, Crédit Mutuel du Sud-Ouest, Église Valdese (Chiesa Valdese), Elton John AIDS Foundation, Epsa Foundation, Fondation Abbé Pierre, Fondation d'entreprise Air France, Fondation Christiane et Francis Labbe, Fondation du Crédit Agricole Solidarité et Développement, Fondation d'entreprise Macif, Fondation d'entreprise Optic 2000-Lissac-Audio 2000, Fondation d'entreprise L'Oréal, Fondation d'entreprise MNH, Fondation du Grand Orient de France, Fondation JM. Bruneau, Fondation Léa Nature, Fondation Sternstunden, Fondation Monoprix, Fondation Roc Eclerc, Fondation Roi Baudouin, Fonds Erié *via* Fondation du Roi Baudouin, Fonds Inkermann, Fortuneo, Groupe Raja, Immo and You, Ivoire-Vœux solidaires.com, Groupe Kolmi Hopen, La Mutuelle Mutami, Lilo, M Comme Mutuelle, McCall MacBain Foundation, Open Society Foundation, Phantasm, SCC, Singulart SMH, Société des sports d'hiver de Russey, Stanley Thomas Johnson Foundation, The David and Lucile Packard Foundation, The Tolkien Trust, UK Online Foundation. Mais aussi Bimpli, canB, Circle Sportswear, Éthi'kdo, Ivoire, Lydia, PayPal, Run for Planet et Wedoogift.

NOS PARTENAIRES PUBLICS

Organismes multilatéraux

Union européenne (DG Echo, DG International Partnership), agences des Nations unies F, HCR, UNICEF, OCHA, PAM, OMS, OIM), Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Global Fund), Unitaid, START Fund.

Organismes bilatéraux

- **En Europe** : ministère des Affaires étrangères allemand (GFFO), ministère du Développement allemand (BMZ), l'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), Coopération monégasque (DCI), Coopération suisse (SDC), Ambassade de Grande-Bretagne, Wallonie-Bruxelles International.
- **En France** : Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Ambassades de France, Expertise France L'Initiative.
- **Autres** : Coopération américaine (USAID, BHA), Coopération canadienne (GAC)/ Ambassade du Canada, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du gouvernement du Québec, Coalition humanitaire du Canada.
- **Collectivités françaises** : conseil régional Île-de-France, région Rhône-Alpes, Safer de l'Île-de-France, conseil général de la Réunion, conseil général du Val-d'Oise, conseil général de Haute-Garonne, conseil régional d'Alsace, conseil régional Paca, conseil régional Nord-Pas-de-Calais, les communautés d'agglomération du bassin d'Aurillac et du Grand Angoulême, Métropole Aix-Marseille-Provence, Métropole Grenoble Alpes, Métropole de Lyon, Métropole Nice Côte d'Azur.
- **Les mairies** : Ville de Paris et Ajaccio, Angoulême, Aubiac, Cayenne, Bischoffsheim, Bordeaux, Bullecourt, Charny, Chartres-en-Bretagne, Compans, Génissieux, Grenoble, Haillan, Héning-Carvin, Jarnac, Jurançon, Keskatel, La Celle-sur-Nièvre, Lens-Liévin, Lescar, Lespinasse, Lyon, Matoury, Marseille, Mondeville, Montpellier, Nantes, Neure, Nice, Pau, Rouen, Saint-George-de-Luzencon, Saint-Laurent-des-Vignes, Strasbourg, Toulouse, Val de Virvée, Villeurbanne.

De nos missions France

Agences régionales de santé (ARS), conseils départementaux, conseils régionaux, mairies, Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), caisses d'allocations familiales (CAF), caisses maladie régionales (CMR), caisses primaires d'assurance maladie (CPAM), caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), centres communaux d'action sociale (CCAS), Centres de lutte antituberculeuse (CLAT), Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD), Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), direction générale de la santé (DGS), directions régionales de la jeunesse et de la cohésion sociale (DRJCS), directions départementales

NOUS REMERCIONS

de la cohésion sociale (DDCS), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Permanences d'accès aux soins de santé (Pass), Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Dases), Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca), unions régionales des caisses d'assurance maladie (Urcam), centres hospitaliers, caisse générale de sécurité sociale de la Guyane (CGSS), la Mutualité sociale agricole (MSA), Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), Centre de Détention et Maison d'arrêt de Nantes, Santé Publique France (SpF), Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au Logement (DIHAL).

NOS PARTENAIRES ASSOCIATIFS

Act up-Paris, Aides/Coalition Plus, Amnesty International, Association Nationale d'Assistance aux Frontières des Etrangers (ANAFE), APLEAT, Association d'autosupport et de réduction des risques des usagers de drogues (Asud), Association Guyanaise de réduction des risques, Aurore, Association Douarnez, ADDSEA, Collectif d'information et de recherche cannabique (CIRC), Daleth research - Drug policy AnaLysis, Sida Paroles, Gaïa Paris, ATD Quart-Monde, Bus 31/32, Cabiria, Centre Primo Levi, CARE, Comité de Lutte Contre l'Exclusion (CLE), Coordination Française pour le Droit d'Asile (CFDA), Collectif des Associations Unies pour une nouvelle politique du logement (CAU), Cimade, collectif Romeurope, collectif Migrants Outre-Mer (MOM), collectif Alerte, Collectif Santé Mondiale, Comede, Coordination Sud, Crisis Action, Droit au logement (DAL), Emmaüs, For Alternative Approches to Addiction Think and do tank (FAAAT), Fédération Association Laïque Éducation Permanente Ajaccio (FALEPA), Fondation Abbé Pierre (FAP), Fédération Addiction (FA), Fédération des Associations pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS), Fédération parapluie rouge, Générations Féministes, Global Health Advocates (GHA), Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (Gisti), Groupe de recherche et d'études cliniques sur les cannabinoïdes, Ithaque, Keep smiling, Korzeam, Médecins Sans Frontière France, Ordre de Malte, les Amis du bus des femmes, les Restos du cœur, Les Roses d'Acier, Association PALOMA, Ligue des Droits de l'Homme (LDH), Observatoire du Droit à la Santé des Etrangers (ODSE), Observatoire international des prisons (OIP), Oppelia, Pause Diabolo, Pathfinder international, IPAS, Association Penelope, Pharmacie humanitaire internationale (PHI), Plateforme contre la traite des êtres humains, Plateforme de Service aux Migrants (PSM), Police Contre la Prohibition, Principes Actifs,

Sauvegarde 71, Secours Catholique, Solidarité Sida, Sidaction, SOS Addictions, Groupe SOS, Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Syndicat du TRAVail Sexuel (Strass), Techno Plus, Transat, UNIOPSS, Acceptess-T, ARCAT, le Collectif des Femmes de Strasbourg Saint Denis, Association SAFE, Center for Reproductive Rights, International Network of People who Use Drugs (INPUD), Harm Reduction International (HRI), International Drug Policy Consortium (IDPC), Secteur VIH/Sida de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime, Autres Regards, Grisélidis, Equipop, le Mouvement français pour le planning familial, Tous Migrants, le Refuge Solidaire, Utopia 56, Kesha Niya, ainsi que de nombreux partenaires régionaux et locaux dans nos pays d'intervention.

NOS PARTENAIRES EUROPÉENS

Organisation Mondiale de la Santé (OMS), Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants (PICUM), European Patient Forum (EPF), European Anti-Poverty Network (EAPN), Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abris (FEANTSA), European AIDS Treatment Group (EATG), Association européenne des Droits de l'Homme (AEDH), European Network against Racism (ENAR), European Network of People Who Use Drugs (EuroNPUD), European Public Health Association (EUPHA), Confédération des organisations familiales de l'Union européenne (COFACE), International Lesbian Gay Association (ILGA), European Policy Center (EPC), Health Action International (HAI), Social Platform, Eurochild, EPIM / NEF, Women Political Leaders (WPL) global forum et Migreurop.

TOUS NOS AUTRES PARTENAIRES AINSI QUE CEUX QUI NOUS ONT SOUTENUS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN LEGS OU D'UNE ASSURANCE-VIE DANS NOS ACTIONS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER AU COURS DE L'ANNÉE 2022, SANS OUBLIER NOS DONATEURS PARTICULIERS.

COORDINATION DU PROJET

Thomas Flamerion

COPRODUCTION ÉDITORIALE

Animal Pensant

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Pauline De Smet

GRAPHISME

CommeQuoi?

PRODUCTION

Estimprim

Imprimé sur papier 100 % recyclé certifié FSC

LES PHOTOGRAPHES

Couverture © **Gert Jochems** - Agence VU'

Marius Muscella (p. 4)

Bernard Saint-Luc (p. 5)

Sébastien Duijndam (p. 11, 15, 73, 77)

Israel Fuguemann (p. 13, 37)

Sweet Punk (p. 17)

Titouan Bellenger (p. 19)

Bénédicte Kurzen (p. 21)

Sophie Garcia (p. 27)

William Daniels (p. 29)

Alaa Ali Abdallah @regashots (p. 33)

Aurélie Godet (p. 41)

Thibault Izoret (p. 42)

REUTERS-Ali Khara (p. 47)

Olivier Papegnies (p. 49)

Nicolo Brugnara (p. 51)

Anaïs Oudart (p. 55, 61)

Martin Straub (p. 65)

Georges Gauvin (p. 66)

MÉDECINS DU MONDE

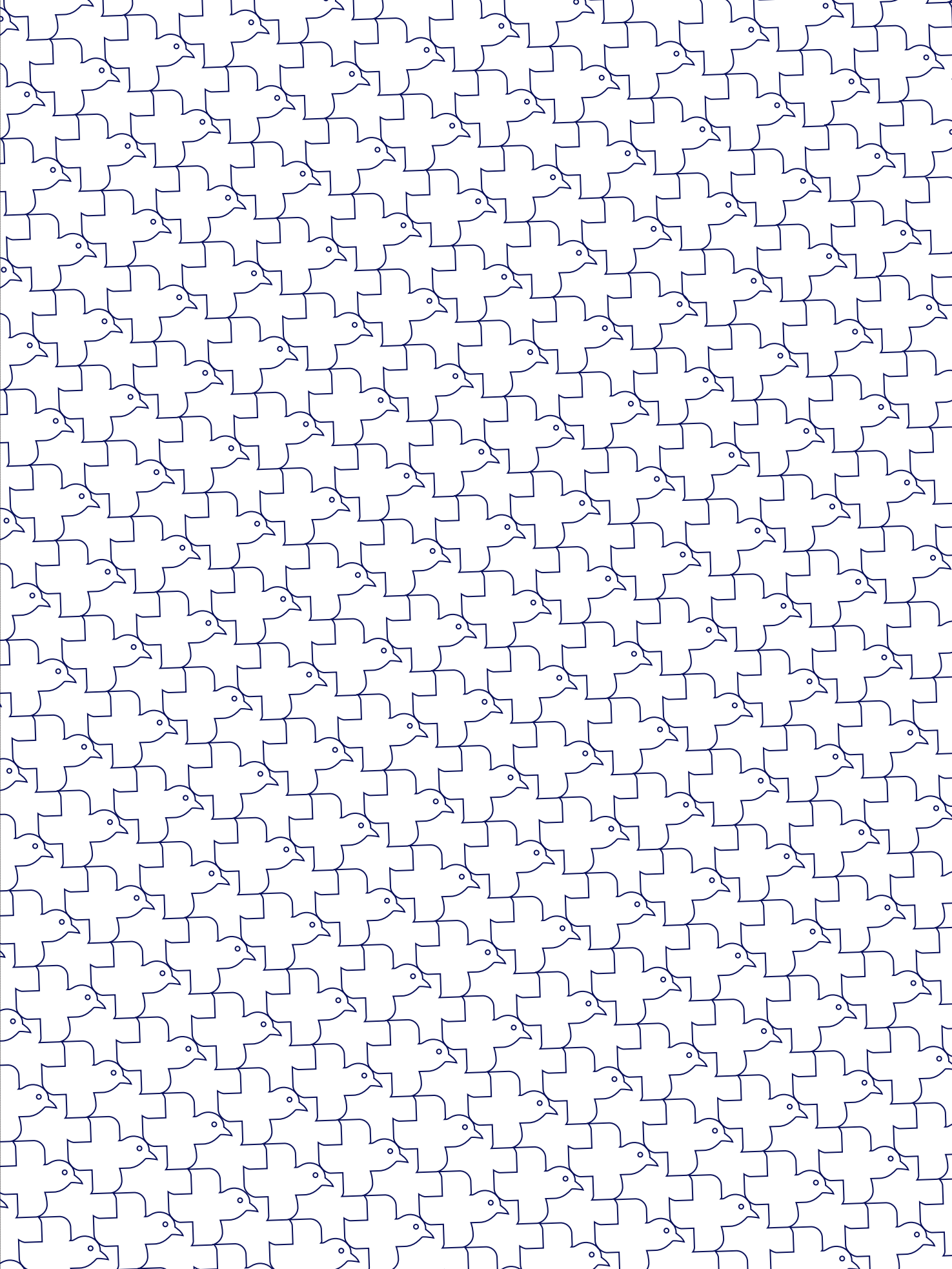
84 avenue du Président Wilson

93210 Saint-Denis

Tél. 01 44 92 15 15

medecinsdumonde.org

 [MdM_France](https://twitter.com/MdM_France)



medecinsdumonde.org



**SOIGNE AUSSI
L'INJUSTICE**